



ATTIJARIWABA BANK
**Quatre Wafawomen
 dans le vent**



M^{me} PHUMZILE MLAMBO-NGCUKA
**Un souffle nouveau pour
 la cause des femmes**

N° 44 Octobre 2013

MENSUEL PANAFRICAIN DE LA PROMOTION DU GENRE ET DE DEVELOPPEMENT

femmes

MAGAZINE D'AFRIQUE

www.femmesdafrique.com

Afrique Zone CEMAC : 1500 fcs - Autres pays d'Afrique : 4\$ US - Europe : 4 Euros - Suisse : 6,50 CHF - Amérique : 6\$ US - Maroc : 20 Dirhams



CONSTANCA MANGUE DE OBIANG
AU SERVICE DE LA NATION

61^e CONGRÈS DES FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE MONDIALES

**Les Femmes Réaffirment leur
 Leadership à Marrakech**





École de Tersac

Depuis 1964



Ecole privée - Internat permanent Collège et Lycée

École de Tersac

L'École de Tersac est un établissement secondaire privé hors-contrat indépendant fondé en 1964 sur le site de Méilhan-sur-Garonne, à une heure de l'aéroport international de Mérignac. Située dans le Sud Ouest de la France entre Bordeaux et Toulouse, l'école bénéficie d'un cadre privilégié à la campagne loin des sollicitations citadines.

Figurant parmi les rares établissements français à proposer un internat permanent de la 6ème à la Terminale, l'École de Tersac se positionne en tant qu'établissement d'excellence à la pédagogie alternative affichant 100% de réussite au Baccalauréat. Avec un encadrement de qualité et des effectifs réduits, les élèves - provenant de tous horizons avec plus de 30 nationalités représentées - acquièrent une rigueur et des valeurs.

École de tradition et de qualité, leader en pédagogies novatrices, l'équilibre recherché entre des études sérieuses et des activités nombreuses (sports, activités culturelles, club de bourse et d'entreprise, coaching...) rend les élèves de Tersac polyvalents et épanouis.

PRESTATIONS

Internat permanent, cours de vacances, Français Langue Étrangère (FLE), cursus sport renforcé, préceptorat, ouverture à l'international, options à la carte, port de l'uniforme

*L'accomplissement
est la clef
de la réussite.
La réussite
est la clef
du bonheur*



École de Tersac
Depuis 1964

47180 Méilhan sur
Garonne - France

Tel : +33 (0) 5 53 94 30 63

Fax : +33 (0) 5 53 94 34 62

E-mail : contact@tersac.com



DIRECTEUR DE PUBLICATION
PRÉSIDENT DU CONSEIL EDITORIAL
Samirat NTIAZE
samirat2008@gmail.com
Conseiller
François NDENGWE
amepya2@gmail.com

Cameroon
JOURNALISTE

Jean Pierre HACHDA
TEL: 00237 99 05 44 10
jphachda@yahoo.fr

TRADUCTEUR

MONDJELI Joseph
TEL: 00237 969 643 63
jojosephmirad2@yahoo.com

COMMERCIAL

Boulli Timothée
Tél. : 00237 74 93 17 01
timsboulli@yahoo.fr

Burkina Faso

Issouf Sawadogo Osiris
cheikhanta@yahoo.fr
Tél: +226 70 28 39 29

MAROC

JOURNALISTES
Ayéfemi Faozane ORO
+212 634 93 42 75
orofaozane@yahoo.fr

France

Salomon MEZEPO
Tél: 0033 601 181 652
E-mail : menaibuc@orange.fr

Belgique

CONSULTANT
christian Tcheandjieu
tcheandjieu@yahoo.fr
Tel : + 3228949636

Suisse

REPRÉSENTANT
METANGMO Patrick
Tel : +41797966656
wtsobgny@gmail.com

Royaume Uni

REPRÉSENTANT
Firmin Michel NGALEU
Tel : +44 7 908 522 486
mangall99@yahoo.co.uk

Espagne

Louis NEGRO MARCO
Tel : 00 34 60 31 99 497

Benin

CORRESPONDANT
Claire-Stephane Sacramento
Tel : +229 95 81 19 87/ 00229 66 94 74 97
sacramfr@yahoo.fr

Côte d'Ivoire

CORRESPONDANT
Valéry Foungebe
+225 46 55 46 08 / 00 225 40 40 20 51
v.foungebe@yahoo.fr

RDC

JOURNALISTE
C.Wilfrid DIANKABAKANA
+242 06 69 222 68
chrislawilla@yahoo.fr

Tchad

CORRESPONDANT
Adoum Oumarou (alias DJ DJAMEL)
(+235) 63 02 79 33/99 44 98 53
djdjamelchad@gmail.com

Madji Rimingaye Bandoum
(+235) 66 58 63 38/95929238
madji.bandoum@yahoo.fr

JOURNALISTE

Djendoroum Mbaininga
+235 66 27 15 57

COMMERCIAL

Djoyal Ryaira
00235 99 45 99 99

Togo

COMMERCIALE
Mlle Carole KADIA
TEL: 00228 98 73 85 54
Sylvestre GOUNOUBOU
Tel: 0022899498345

Gabon

REPRÉSENTANT
Serge-Olivier NZIKOUE
Tél : +241 07 36 67 65
nzikoue_so@yahoo.fr

Afrique Du Sud

JOURNALISTE
Mireille Patricia Abié
Correspondante en Afrique du Sud
002778471 1475/ 0027114625837
E-mail : mireillepaty@hotmail.com

Éthiopie

JOURNALISTE CORRESPONDANT
Sabze YANNICK
téléphone: 00251931305337
email: yansabs@gmail.com

Guinée Equatoriale

REMY BARRON EMEKINDENE
Tél : 00240222771095

Madagascar

Rasolonirina Kamardine Maeva
Tél: 00261340825140
E-mail : kamarmaevah23@yahoo.fr

Ile Maurice

CHARGÉ Océan Indien et Afrique Australe
Salomon MEZEPO
Tél: 00262 639 199 600
E-mail : menaibuc@orange.fr

TRADUCTEUR

Tsobgni Bruno
+240 222 24 33 26

Dépôt légal
2-10-508

EN COUVERTURE

6-31 61^{ÈME} CONGRÈS FCEM
DU LEADERSHIP FÉMININ POUR
UNE PERFORMANCE DURABLE
SAR LALLA MERYEM SALUÉE
POUR SON COMBAT EN FAVEUR
DE L'ÉMERGENCE DES FEMMES
L'ŒIL SOCIAL ET BIENVEILLANT
DU PALAIS
L'AFEM SOUTIEN L'ENGAGEMENT
DES FEMMES DANS L'ACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE.
PLAIDOYER POUR L'ACCÈS
DES FEMMES MANAGERS AU
FINANCEMENT
« NOUS NOUS BATTONS POUR LES
DROITS DE LA FEMME »
« LA FEMME EST LE CENTRE DU
MONDE »
"NOUS VOULONS AVOIR DES
RELATIONS DE LONGUE DURÉE"
C'EST UNE BELLE EXPÉRIENCE À
VIVRE ET À PARTAGER AU NIVEAU
PERSONNEL ET PROFESSIONNEL

LE SYMBOLE VIVANT DE LA
FEMME CAPABLE ET ÉMANCIPÉE
« CRÉER DES LIENS ENTRE LES
FEMMES ENTREPRENEURS »
« UNE IMAGE DE L'UNITÉ DES
FEMMES DU MONDE »
"LA LOGISTIQUE REPRÉSENTE 20%
DU COÛT DE L'EXPORT. ET TANT
QU'ON AGIT SUR CES 20%, ON
AUGMENTE LA COMPÉTITIVITÉ
DU PRODUIT OU DU SERVICE
EXPORTÉ"
LAMIA BOUJEMAA REDONNE
COULEUR À L'ART CULTUREL
TUNISIEN
« NOUS ENCOURAGEONS LES
JEUNES FEMMES À ALLER VERS
LES CARRIÈRES SCIENTIFIQUES »
« LA CRÉATION D'EMPLOIS, UNE
LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE »

FOCUS

32-37 AU SERVICE DE LA NATION
PLAIDOYER POUR LES DROITS DE
L'ENFANT
... OU LE CARACTÈRE PUREMENT
HUMANITAIRE DE SES ŒUVRES

INVITÉES DU MOIS

38-53 QUATRE WAFAWOMEN DANS
LE VENT
INTERVIEW COMMUNE
"LES FEMMES MAROCAINES ONT
FAIT UN TRÈS BEAU TRAVAIL
QUI LEUR VAUT AUJOURD'HUI
LE RESPECT DE LA GENTE
MASCULINE"



"ATTIJARIWAFABANK BÂTIT SON
PLAN DE DÉVELOPPEMENT SUR
DES VALEURS DE CITOYENNETÉ"
"LES ÉVOLUTIONS ET
TRANSFORMATIONS PROFONDES
QU'A CONNUES NOTRE PAYS,
ONT CONFIRMÉ LA NÉCESSITÉ
D'ASSURER UNE PLACE ÉGALE
AUX HOMMES ET AUX FEMMES EN
MILIEU PROFESSIONNEL"
"NOTRE VISION EST ORIENTÉE
CLIENT SANS OBJECTIFS
PRODUITS"

PROMOTION DU GENRE

54-61 LES FEMMES À LA CONQUÊTE DU
MARCHÉ AMÉRICAIN
L'AGOA ŒUVRE À FACILITER
L'ACCÈS AUX MARCHÉS
JEANNE MBAGOU NÉE
MATSOUGOU S'ARRIME AU PARI
PRÉSIDENTIEL
UNE FEMME DÉVOUÉE À
L'ÉDUCATION
« LE GOUVERNEMENT
MAURITANIEN A TOUJOURS
LE SOUCI D'IMPLIQUER LES
FEMMES »
UNE JEUNE AVOCATE DÉVOUÉE
ET EXPÉRIMENTÉE
LA PLUME POUR RESTAURER LA
DIGNITÉ DE LA FEMME NOIRE
L'UNESCO RÉCOMPENSE DES
BACHELIÈRES

DOSSIER

62-66 LE LONG PARCOURS POUR
L'ÉGALITÉ ET L'AUTONOMISATION
DES FEMMES
UN SOUFFLE NOUVEAU POUR LA
CAUSE DES FEMMES
PERSISTANCE DES INÉGALITÉS
D'ACCÈS À L'ÉDUCATION ET AUX
SOINS



Mensuel panafricain de la promotion du Genre et de développement

femmes

MAGAZINE D'AFRIQUE



Afrique Zone CEMAC : 1500 fcfa - Autres pays d'Afrique : 4\$ US - Europe : 5 Euros - Amérique : 6\$ US Maroc: 15 Dh

Mensuel panafricain de la promotion du Genre et du développement

BP : 13 951 Yaoundé

Tel: +237 99 04 35 69

Bureau correspondant Brazzaville

Tél. 00242 579 56 68

Bureau correspondant Maroc

00212 64 882 21 37

E-mail: femmesdafriquemagazine@yahoo.fr

www.femmesdafrique.com



La femme, valeur sûre de civilisation

« **L'**admission de la femme à l'égalité parfaite serait la marque la plus sûre de la civilisation, elle doublerait la force du genre humain ». Placée en ouverture du rapport intitulé « Dynamique sociale et évolution des statuts des femmes au Maroc » et rédigé par Madame Malika Benradi, Professeur à la Faculté de Droit de Rabat-Agdal, cette phrase de Stendhal prend tout son sens dans les événements que vous rapporte ce mois, Femmes d'Afrique, votre magazine.

Parmi ceux-ci, la tenue à Marrakech au Maroc, de la 61e édition du Congrès International des Femmes Chefs d'Entreprise Mondiales, du 25 au 29 septembre dernier. Venues de toutes les régions du monde, les femmes leaders du développement économique de leurs pays, se sont rassemblées pendant cinq jours dans la chaleureuse ville marocaine, pour partager leurs expériences. Elles ont célébré leurs victoires, médité sur leurs échecs. Surtout, elles ont mesuré le chemin qu'il reste à parcourir, et évalué les obstacles qu'elles devront abattre pour que la phrase de Stendhal (1783 - 1842), auteur du 19e siècle, devienne enfin, en ce 21e siècle, la réalité.

Les organisatrices de cette édition méritent des félicitations. En premier lieu, nos sœurs de l'AFEM, l'Association des Femmes Chefs d'Entreprise du Maroc. L'organisation fut excellente. En tant qu'Africaine, nous pouvons être fières de ce succès mondial sur le sol de notre continent. Mais c'est un succès dont le message concerne toutes les femmes qui entreprennent ou ont envie d'entreprendre, où qu'elles soient dans le monde. Le thème du Congrès résume ce message: « Femmes Entrepreneures : des valeurs sûres pour une performance durable ».

De telles valeurs, la banque Attijariwafa bank, en a. Nous les avons découvertes lors du Congrès. Le PDG d'Attijari nous les a présentées, son sans fierté. Nous n'avons pas résisté à vous les présenter à notre tour: quatre femmes exceptionnelles, quatre wafawomen, dont vous entendrez encore parler. Elles symbolisent l'ascension de femmes au sommet, dans ce qui est, avec le commandement militaire, la dernière citadelle de

la discrimination anti-féminine et de l'égoïste privilège des hommes: la hiérarchie des carrières bancaires. Ces quatre wafawomen, banquière d'exception, sont des modèles dans un Maroc et une Afrique où s'accélère la modernité.

Quand on songe que ce n'est qu'en 1965 que les femmes françaises ont eu le droit d'ouvrir un compte bancaire seule, sans l'autorisation d'un tuteur ou d'un mari, on pèse mieux le lourd poids du mal fait aux femmes durant des siècles. Difficile dès lors, de feindre l'étonnement devant leur infériorité économique présente par rapport aux hommes. Même si elle est rongée chaque jour, cette infériorité persiste, à cause notamment de la discrimination anti-féminine pour l'accès aux crédits et autres services financiers. Même au Royaume Uni dont Londres, la Mecque de la finance mondiale, est la capitale, cette discrimination est criante. Si bien qu'en juin dernier, le gouvernement britannique a publié un rapport spécial pour attaquer ce mal: Banking on Women - An action plan to open up access to finance for women (Compter sur les Femmes - Un plan d'action pour ouvrir l'accès des finances aux femmes).

Si les femmes africaines avaient, au même niveau que les hommes, accès au crédit pour créer, reprendre ou développer leurs business, il y aurait chaque année des dizaines de millions de nouvelles entrepreneures africaines, et au moins le triple du nombre en création annuelle d'emplois. Alors, ce n'est pas seulement le progrès économique qui irriguera toute l'Afrique, mais une grande avancée civilisationnelle illuminera chaque coin de chacun de nos pays.

N'est-ce pas déjà ce travail de civilisation qu'accompli, à sa manière, la Première Dame de la République de Guinée Equatoriale ? L'action sociale et éducative de cette femme est remarquable. Ceux qui ne le savent pas, découvriront dans ce numéro de Femmes d'Afrique magazine, le travail appréciable et utile de cette femme aux nombreuses qualités. La première est le souci permanent du bien-être du peuple équato-guinéen, en commençant par les plus fragiles, les plus démunis. Sa fondation, CANIGE (Comité d'Appui à l'Enfant Equato-Guinéen) figure parmi les plus solide soutiens de l'enfance équato-guinéenne. C'est un modèle du genre dans notre continent.



EN COUVERTURE

61^{ème} CONGRÈS FCEM

Du leadership féminin pour une performance durable

Organisé par l'Association des femmes Chef d'Entreprises du Maroc, le 61^{ème} congrès des Femmes Chefs d'Entreprise mondiales a réuni près de 800 femmes leaders à Marrakech du 25 au 29 septembre 2013.

A Marrakech, 1^{ère} ville touristique du Maroc, les femmes Chef d'Entreprises du monde se sont réunies dans le cadre de leur 61^e congrès. Sous la présidence de Mme Fatima Zohra Mansouri, Maire de Marrakech, les participants ont débattu sur le thème « Femmes entrepreneures, des valeurs sûres pour une performance durable ». Du 25 au 29 septembre 2013, l'accent a particulièrement été mis sur le rôle essentiel du leadership féminin pour une performance durable de l'entreprise et pour un

rayonnement socioéconomique des nations dans les travaux et les discussions. En initiant l'Association des femmes chefs d'entreprise au lendemain du 2^e conflit mondial, Yvone-Edmond Foinant, chef d'entreprise française de l'époque, avait certes foi au potentiel de la femme, mais ne se doutait pas qu'en 2013, son organisation allait être présente dans 80 pays.

D'où le mérite des femmes chefs d'entreprise d'aujourd'hui dirigées par Mme Clara Frati Gucci et qui font mieux que de maintenir le flambeau.

Les membres de la FCEM ont su démontrer à Marrakech qu'elles sont à mesure de mener à bien les missions que leur confient leurs entreprises et de mettre en place un réseau mondial de qualité. Par le Be to Be et le Networking, les femmes chefs d'entreprise présentes à ce sommet ont pu exposer profiter des opportunités d'affaires et échanger leurs expériences sur les meilleures pratiques dans la gouvernance des entreprises. Les femmes dirigeantes d'entreprises ont démontré leur rôle fondamental dans la scène économique, politique



et social de leurs pays respectifs. Aussi, envisagent-elles de relever les grands défis économiques du monde.

Discrimination positive

D'éminentes personnalités ont participé à la rencontre de Marrakech. Entre autres personnalités présentes, la princesse Lala Meryem du Maroc, Sheikha Hind ben Salman du Bahreïn, Sheikha Hessa du Koweït, Mona Gamal Abdel Nasser, des businesswomen comme Houda Abdelghafour d'Arabie saoudite, à la tête d'une grande entreprise pétrolière. Une vraie opportunité pour le Maroc en particulier et l'Afrique en général. D'ailleurs, « le Maroc devrait jouer un rôle prépondérant à travers ce genre de rencontre et l'idée d'un hub au Maroc, passerelle entre l'Afrique,

l'Europe et les pays du Golfe, ne sera que plus confortée», a affirmé, Laila Miyara, le président de l'AFEM. A noter qu'au Maroc, près de 12 000 femmes font parti des structures dirigeantes des entreprises. Ce qui représente 10% du nombre total des managers d'entreprises. Le commerce, secteur dans lequel elles s'investissent à 67%, reste leur domaine de prédilection. De quoi attirer l'attention de la présidente de l'AFEM qui prône une discrimination positive au sein des entreprises.

« Il faudra que les femmes rompent ce raisonnement et essaient d'aller vers des secteurs innovants comme le recyclage, les industries de transformation et les secteurs plus prometteurs comme le green business, la transformation et l'offshoring », conseille

Laila Miyara. Elle souhaite d'ailleurs que l'association des femmes chefs d'entreprise et ses multiples démembrés disséminés dans plus de 80 pays abattent un travail de fourmi pour favoriser l'émergence des femmes dans les structures dirigeantes des entreprises. Pour y arriver, de nombreux efforts restent à être faits. Dans ce combat, l'organisation reste optimiste. Elle a renforcé la détermination des femmes à s'introduire dans le cercle restreint des décideurs, jusque là, réservé aux hommes. La demande, sans cesse croissante des femmes dirigeantes de sociétés à adhérer à la FCEM en est la preuve.

Malick Maram Ndiaye

61^{ème} CONGRÈS DES FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE

SAR Lalla Meryem saluée pour son combat en faveur de l'émergence des femmes

« A tout seigneur, tout honneur » ! Un accueil chaleureux a été réservé à SAR La Princesse Lalla Meryem venue présider la cérémonie d'ouverture du 61^{ème} congrès des femmes chefs d'entreprise du monde.



SAR la Princesse Lalla Meryem à l'ouverture du 61^{ème} congrès des FCEM

Après avoir reçu les honneurs des Forces Auxiliaires, SAR, la Princesse Lalla Meryem a été saluée par Mme Zoulikha Nasri, Mme Bassima Hakkaoui, ministre de la solidarité, de la famille et du développement social, M. Mohamed Faouzi, Wali de la région de Marrakech Tensift Al Haouz, M. Ahmed Touizi, président du Conseil de la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz.

La Princesse Lalla Meryem a également été accueillie par Mme Fatima Ezzahra Mansouri, présidente de la commune de Marrakech, Mme Jamila Afif, présidente du Conseil de la préfecture de Marrakech, Mme

Meriem Bensalah Chaqroun, présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), Mme Lalla Miyara Berrada, présidente de l'Association des femmes

Toutes les personnalités qui ont participé à cette cérémonie ont tenu à témoigner de leur reconnaissance à SAR pour son combat inlassable en faveur de l'émergence des femmes.

chefs d'entreprises du Maroc (AFCEM), Mme Salwa Belekziz Karkri, présidente fondatrice honoraire de l'AFCEM, Mme Laura Fratti Gucci, présidente des femmes chefs d'entreprises du Monde (Italie), ainsi que par plusieurs représentantes d'associations de femmes chefs d'entreprises de plusieurs pays.

En leurs qualités respectives de présidente du conseil des affaires arabes (Koweït), et membre du Conseil des affaires arabes (Bahreïn, Cheikha Hessa Al Sabah et Cheikha Hind Ibn Salmane ElKhalifa ont aussi assisté à cette cérémonie inaugurale. Etaient également présents, le Dr Houda Abdelghafour, présidente du conseil d'administration du groupe "Attakamoul du pétrole et des mines", Mme Jacqueline Bismwa, présidente de l'association des femmes chefs d'entreprises (Kinshassa) et Mme Fatiha Otmane, administrateur de l'association des femmes chefs d'entreprises du Maroc.

Toutes les personnalités qui ont participé à cette cérémonie ont tenu à témoigner de leur reconnaissance à SAR pour son combat inlassable en faveur de l'émergence des femmes marocaines, en particulier, et du monde, en général

ZOULIKHA NASRI

L'œil social et bienveillant du Palais

Au forum des femmes chefs d'entreprise mondiales, c'est à la conseillère royale Zoulikha Nasri qu'a échu l'honneur de porter le message de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Femmes d'Afrique en a profité pour dresser le portrait de cette grande dame, joviale, sociale mais ferme et déterminée. Celle qu'au Maroc, certains surnomment affectueusement « la dame de fer ».



La conseillère Zoulikha Nasri délivrant le message de SM le Roi Mohammed VI

Première femme nommée Conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Zoulikha Nasri incarne ces femmes à poigne qui démontrent par la force de leur travail, leurs compétences et le sérieux dont peut faire montre la gent féminine. Elle est de tous les combats. Qu'ils soient sociaux, ou depuis peu, économiques et environnementaux.

Zoulikha Nasri est une forte

tête. Diplômée de l'école nationale d'administration de Rabat en 1967, elle décrochera un Doctorat d'État en droit privé à l'institut des assurances de Lyon. Native de la ville d'Oujda, à l'extrême nord du pays, elle gravit toutes les marches de l'échelon du ministère des finances au Secrétariat d'État aux affaires sociales ; Puis au cabinet royal et à la tête des fondations Mohamed V pour la solidarité et les œuvres sociales puis Mohammed VI pour la réinsertion des détenus.

Des questions relatives aux Marocains résidants à l'étranger (MRE) à celles qui sont sur l'éducation, la santé ou encore la thématique sur l'in-

sertion des jeunes et la lutte contre le chômage, Zoulikha Nasri est toujours présente. Accueil des MRE à travers l'opération Mahraba, distribution d'un million de cartables et de fournitures scolaires, construction de dispensaires dans les zones défavorisées ou encore de centres de santé, constructions de centre de formations professionnelles, foyers d'accueil et complexes sportifs, les réalisations de la fondation Mohammed V pour la solidarité et les œuvres sociales sont légion.

Bio express

1994 : Directrice des assurances au ministère des Finances, qu'elle a intégré à la fin des années 1960.

1997 : Secrétaire d'État à l'Entraide nationale. Elle est l'une des quatre femmes à intégrer le gouvernement.

1998 : Propulsée conseillère royale par Hassan II, elle est la première femme à occuper cette fonction.

1999 : Elle prend les rênes de la Fondation Mohammed V pour la solidarité.

2002 : Elle est nommée à la tête de la Fondation Mohammed VI pour la réinsertion des détenus.

L'AFEM soutient l'engagement des femmes dans l'activité économique

Dans le cadre de son dernier congrès mondial, l'AFEM place la femme en pôle position de la dynamique économique. L'influence de la femme en Afrique et singulièrement au Maroc n'est plus à prouver. On la retrouve dans la plupart, sinon tous les secteurs d'activités économique et commerciale, dans le public et le privé.



Rabat et Casablanca sont un peu les fers-de-lance de cette mouvance marocaine. Cependant, Marrakech n'est pas en reste et au mythe ancestral qu'elle inspire, celle que l'on qualifie de «ville ocre» au sein du patrimoine mondial, tient une place privilégiée dans le développement du royaume et figure, en tout cas, comme l'une des plaques

tournante du tourisme national et international.

À ce titre, rien de surprenant à ce que les responsables de l'Association des Femmes chefs d'entreprise (AFEM) aient choisi Marrakech pour le cadre de leur 61^{ème} congrès international réunissant une soixantaine de pays parmi lesquels de nombreuses représentations africaines.

Cet événement placé sous

le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI et la présidence effective de SAR la Princesse Lalla Meryem s'est poursuivi quatre jours durant - du 25 au 28 septembre - au rythme soutenu de rencontres, de manifestations, de séminaires avec pour thème fédérateur : « Femmes entrepreneures, des valeurs sûres pour une performance durable. »

L'AFEM – Maroc, qui rassemble quelque 550 membres, s'est donnée pour mission de promouvoir l'entrepreneuriat féminin et d'encourager à la création d'entreprises par les femmes, ces mêmes femmes qui occupent en matière de responsabilité 10% des 12.000 entreprises marocaines.

Les fonctions de maire de Marrakech, aujourd'hui remplies par une femme, témoignent de cette volonté des femmes de contribuer jusqu'en politique au développement de leur pays et en l'occurrence de leur ville.

Ce congrès fut également et surtout une belle opportunité pour les participantes chefs d'entreprise de partager une expérience vécue dans leur pays respectif dans des domaines allant de l'économie au politique en passant tout naturellement par le social.

Comme l'a soulignée la présidente de l'AFEM, « L'Afrique est à même d'offrir un potentiel important propre à favoriser des opportunités d'affaires dont le Maroc peut tout particulièrement profiter dans le cadre d'une coopération Su-Sud ». L'interculturalité et la territorialité tout comme les opportunités d'investissements en Afrique et dans les pays du Golfe, la promotion de l'export dans les entreprises féminines, l'innovation et la culture du progrès, l'in-



vestissement social responsable pour une performance durable et les valeurs partagées pour les générations de talents, furent autant de thèmes porteurs de ce rassemblement international de haut niveau qui marquera sans aucun doute les mémoires des participantes.

En sa qualité de présidente de l'AFEM pour la région de Marrakech, Zoubida Ammal El Boustani – dont on connaît l'enthousiasme et le dynamisme concrétisés dans une diversité d'actions allant des activités professionnelles à la formation en passant par le social (elle figure dans bon nombre d'associations dont

certaine œuvrent avec succès pour la promotion de la femme) et cela, durant plusieurs mois, s'est employée efficacement, avec le concours de son comité, à l'organisation de ce congrès de Marrakech.

Une nouvelle occasion pour cette dernière de poursuivre son développement d'exception dans l'ensemble des secteurs économiques et singulièrement touristiques.

Vive notre continent, l'Afrique!

Zoubida AMMAL EL BOUSTANI
Présidente Fondatrice de l'Association des
Dames d'Affaires de la Région de Tensift
Présidente Régionale AFEM-MARRAKECH
Vice-présidente Réseau Entreprendre
International Bureau Marrakech
Membre de la CGEM

Plaidoyer pour l'accès des femmes managers au financement

L'apport des femmes dans l'économie africaine n'est plus à démontrer. Mis à part les activités informelles dans lesquelles elles s'investissent, les femmes sont en charge de la gestion de 48% des PME du continent qui restent aussi performantes, productives que compétitives. Cependant, les entreprises dirigées par les femmes rencontrent d'énormes difficultés pour accéder aux financements.



Les femmes produisent 50% des ressources alimentaires mondiales et n'en disposent pourtant que d'1% des richesses

Les chiffres parlent eux-mêmes. « Seul, 1,5 % des PME africaines ont accès au financement » selon Amani Abouzeid, représentante de la Banque africaine de développement au Maroc. À l'exception de certaines banques, on note une discrimination manifeste à l'égard des entreprises dirigées par les femmes et qui peinent à trouver des crédits ou des financements. Cette attitude discriminatoire n'est pas dans la démarche du Groupe Attijari Wafa Bank, dont le directeur général, Mohamed El Kettani soutient que « les femmes présentent toujours les meilleurs dossiers ». Cette banque marocaine est aujourd'hui l'une des institutions financières pionnières de l'intégration africaine pour avoir à sa possession, le plus dense réseau bancaire du continent grâce à sa présence dans 13 pays subsahariens.

Pourtant, les femmes produisent 50% des ressources alimentaires de la planète et ne disposent que de 1 % des richesses mondiales, de 10 % des sources de revenus et n'occupent que 14 % des directions aussi bien dans le

public que dans le privé. L'Afrique et le Moyen-Orient ferment la marche en matière de promotion de l'entrepreneuriat féminin malgré les efforts considérables faits dans ce sens. C'est du moins l'opinion de Miriem Bensalah Chaqroun, présidente de la Confédération générale des Entreprises du Maroc (CGEM). Le 61e Congrès des femmes chefs d'entreprises mondiales qui a été clôturé le 28 septembre 2013 était le cadre idéal pour attirer l'attention des États, des assemblées des pays, des conseils d'administration des entreprises, des décideurs sur ce qui pourrait être qualifié d'injustice à l'égard de la femme.

Représentativité

Le Congrès initié par la Fédération des femmes chefs d'entreprise mondiales en collaboration avec l'Association des femmes chefs d'entreprise du Maroc a aussi permis de réfléchir sur les opportunités d'investir sur le continent africain promu à un bel avenir selon les observateurs présents à ce grand rendez-vous. Et certains pays comme le Maroc ont posé les premiers jalons pour le développement

du continent en encadrant et en soutenant l'initiative féminine. Malgré la faible représentativité féminine dans les structures dirigeantes des entreprises marocaines, le Royaume ne cesse de multiplier les initiatives pour permettre à la femme de prendre la place qui est la sienne. À noter que, précédant le Brésil, l'Égypte et l'Inde, le Maroc se pointe à 13e place mondiale en matière d'entrepreneuriat féminin. À ce titre, le Maroc entend consolider et même améliorer ce secteur afin d'en faire un véritable levier du développement.

Cette conception apparaît en filigrane dans le message royal adressé aux femmes chefs d'entreprise et révélé par Mme Zoulikha Nasri. « L'évolution récente au Maroc démontre que le rôle de la femme chef d'entreprise s'est consolidé par une présence très active dans les différentes filières (...). Et nous en espérons davantage, convaincus que le processus engagé par le Royaume pour concrétiser l'égalité entre les femmes et les hommes favorisera une plus grande implication de la femme dans le développement socio-économique ». L'urgence aujourd'hui, au Maroc et dans le Monde, est de cibler des secteurs porteurs, plus innovants et à forte valeur ajoutée pour mieux promouvoir l'entrepreneuriat féminin. C'est dans cette optique que s'inscrit la stratégie « Maroc Innovation », initiée par Ahmed Réda Chami, ex-ministre marocain de l'Industrie et du commerce, par ailleurs illustre invité du Congrès de la FCEM. Il n'a pas manqué de rappeler l'importance des outils comme l'Intilak, le Tatwir et l'Imtiaz qui s'inscrivent dans le Pacte pour l'émergence industrielle et qui se fixent comme objectif d'accompagner financièrement 50 entreprises par an.

Malick Maram Ndiaye

LAURA FRATI GUCCI, PRÉSIDENTE MONDIALE DE LA FCEM

« Nous nous battons pour les droits de la Femme »



"**N**ous sommes une organisation de femmes entrepreneurs. Notre association est présente dans 80 pays du monde. On a la chance d'avoir 60 pays qui sont venus au Maroc pour participer à notre 61^e Congrès international. Nous sommes toujours en train de nous battre pour les droits de la Femme, mais aussi, et surtout pour "l'empowerment" de la Femme en général. Nous avons

eu des échanges d'expérience entre les différentes membres du bureau mondial qui se compose de toutes les présidentes nationales qui se rencontrent une fois par an. Le prochain Congrès aura lieu en septembre 2014 à Taiwan. Mon entreprise s'occupe des congrès et de l'intérêt général. On fait de la consultance, du marketing dans le domaine de la santé. On apprend toujours dans un Congrès. On cherche toujours à avoir de l'accessibilité pour les pays en développement

qui ont besoin d'être aidés. Et nous sommes ici pour donner l'aide qu'on peut apporter. Nous sommes en train d'étendre et de développer notre réseau. On vient juste de terminer un projet avec l'Océan Indien. Maintenant pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, nous allons nous concerter et coordonner cela avec notre présidente honoraire Mme Foning qui vient du Cameroun. Ce sera un grand plaisir pour nous de les avoir avec nous."

MME MARIA CONSUELO NGUEMA OYAMA, DÉPUTÉ, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE DE GUINÉE ÉQUATORIALE ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CONSTRUCCIONES MARTIN.

« La femme est le centre du monde »



Je suis aussi à la tête d'une entreprise de construction qui intervient dans le domaine des BTP, et cette société a pour nom « Construcciones Martin ». Créée en 2002, elle a déjà de nombreux projets et travaux de construction. Nous pouvons citer des partenaires tels que le gouvernement équato-guinéen, la société

civile équato-guinéenne, et nous travaillons aussi avec des partenaires américains installés en Guinée. Dans cette structure, je m'occupe de tout ce qui est BTP-Construction. Nous prenons part à ce congrès, suite à l'invitation de l'AFEM, par la voie de la présidente des femmes chefs d'entreprise du monde. Je suis très satisfaite d'être au Maroc et à

Marrakech. Nous avons tiré beaucoup d'enseignements pendant ces 3 jours de rencontres et d'échanges. Nous repartons avec l'intention de partager ces expériences avec les femmes équato-guinéennes, et nous souhaitons que les femmes se réunissent dans un seul organisme afin de porter plus haut le flambeau de la femme guinéenne. Je déplore aujourd'hui le fait que les femmes en Guinée équatoriale font « cavalier seul » et travaillent de manière dispersée. Quand les femmes travaillent en symbiose, elles gagnent en crédibilité, confiance et force. D'ailleurs, la devise de notre association est : « seules, nous sommes vaincus, ensemble nous sommes invincibles ». Et dès notre retour, nous allons continuer à travailler pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Je suis contente et fière aujourd'hui d'être femme. Notre créateur a mis en bous beaucoup d'énergie, de vertu et de capacité. Bref, nous avons d'énormes qualités que les hommes n'ont pas. La femme est le centre du monde. Je pense que la meilleure façon de faire intégrer la femme reste l'information et la sensibilisation. Il faudrait que l'information touche un grand nombre de femmes chefs d'entreprise, mais également nous exhortons les entreprises qui emploient les femmes de faire plus d'efforts afin d'aider celles-ci à participer à la vie active, parce qu'il est dommage que les femmes nourrissent des ambitions, mais se trouvent bloquées faute de moyens.

DR HOUDA ABDELGHAFOUR AMIN, PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE AL TAKAMEL FOR PETROL AND MINING GROUP, ARABIE SAOUDITE.

"Les femmes arabes peuvent travailler dans n'importe quel domaine de la société"



A ce congrès, il s'agissait pour nous de nouer des partenariats et faire connaissance avec les autres femmes chefs d'entreprise et Dieu merci on est arrivé à le faire. Je suis très heureuse d'avoir rencontré des femmes chefs d'entreprise et faire leur connaissance. C'est étonnant de voir

autant de femmes qui ont toutes réussi dans le domaine de l'entrepreneuriat. Bien sûr, nous avons des perspectives pour Taiwan. Cela a été l'un des objectifs de mon intervention. J'ai effectivement émis l'idée selon laquelle, toutes les entreprises dirigées par des femmes contribuent à leur modeste niveau pour que les entreprises ne pouvant pas

s'y rendre puissent y aller, histoire de rendre l'événement plus grandiose et marquer cette solidarité que nous sommes en train de consolider. Il va de soi que je serai de la partie. Avoir des contacts en Afrique Subsaharienne est mon champ de bataille. En effet, j'aime voyager, et le fait de devoir parcourir le continent africain est non seulement une aubaine pour moi, mais aussi l'occasion de mettre sur pieds des bases d'une éventuelle et même certaine extension de nos entreprises sur le sol africain. Ceci aussi nous permettra d'échanger nos expériences et faciliter le travail de groupe. Les gens voient la femme arabe comme une « handicapé », les aprioris du voile, etc. ...), ce qui est loin du compte. En effet, moi je confirme que, en tant que femme musulmane d'Arabie Saoudite et je peux affirmer que nous les femmes arabes sommes aptes à travailler dans n'importe quel domaine de la société. Vous n'avez qu'à voir le poste que j'occupe au sein de notre entreprise. Je compte mettre toute mon énergie au service de l'accroissement de notre structure.

MME AMINA EL OUAZZANI TOUHAMI, PDG CHEZ OMNIUM TECHNOLOGIQUE RABAT

“Tout le monde s'accorde à dire que l'Afrique est le continent le plus prometteur dans divers domaines.”



Quelles sont vos motivations à participer au congrès mondial des femmes d'entreprise ?

La société Omnium technologie est composée de plusieurs départements à savoir : un département fluide, un département structure, un département électricité, un département gestion des projets et un département économie de marché. Nous intervenons dans divers domaines de construction notamment la construction des bâtiments. Nous sommes forts d'une expérience très ancienne dans la réalisation des hôtels 5 étoiles, les hôpitaux, des bâtiments universitaires, des centres commerciaux, des plateaux de bureau, les logements de haut standing, également

des logements sociaux. Avec une large expertise en construction au niveau du Maroc, nous cherchons à développer un partenariat avec les entreprises du continent africain qui ont les mêmes priorités que nous.

En quoi êtes-vous intéressés par le marché africain ?

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que l'Afrique est le continent le plus prometteur dans divers domaines. C'est un terrain fertile globalement. Ce qui nous intéresse plus particulièrement demeure la construction et l'équipement des grands bâtiments. Nous voudrions exporter notre expérience vers le marché africain en collaboration avec les bureaux d'études techniques locaux et

avec des personnes ayant des connaissances sur la société marocaine, car ils connaissent mieux la réalité locale et marocaine à la fois : la collaboration avec les entrepreneurs, les maîtres d'ouvrages ou des ingénieurs des pays subsahariens est vivement souhaitée. J'insiste à dire que nous voulons avoir des relations de longue durée, nous installer durablement pour des projets viables à long terme en Afrique. Notre vision n'est pas d'aller sur le terrain juste le temps de réaliser un projet et plier les bagages et partir.

Ce congrès vous a-t-il permis d'avoir des contacts répondant à vos besoins ?

Malheureusement, je n'ai pas eu à établir des contacts directs avec les personnes qui répondent à nos besoins, tout de même nous avons échangé concrètement avec d'autres partenaires qui nous ont promis de promouvoir notre demande et nous restons optimistes.

Notre demande précise aujourd'hui est de trouver un maître d'ouvrage qui a besoin d'apport technique en ingénierie et en ce moment-là, nous prouverons notre expérience.

Pour arriver à vos objectifs, quelle stratégie, vous avez développée ?

À un certain moment, il faudra, évidemment, se déplacer dans un cadre bien préparé avec des prises de rendez-vous. La stratégie que nous déployons en ce moment est la prise de contact avec les partenaires locaux par le biais de nos ambassades accréditées auprès des pays d'accueil. Nous ciblons également les chambres de commerce des pays en vue. Dans cette optique, j'ai échangé avec un bon nombre de participants de l'Afrique subsaharienne au congrès et nous espérons que la coopération Sud-Sud que nos pays s'attèlent à mettre en place sera traduite dans les faits.

FATIM ZAHRA MZIOUAD BENNIS, DG AIMPERFORMANCE

"C'est une belle expérience à vivre"



Présentez-vous à nos lecteurs

Mme fatim zahra MZIOUAD BENNIS, directrice générale de AIMPERFORMANCE, cabinet Marocain de conseil d'entreprise, de formation et de coaching .Nous accompagnons les entreprises dans la mise en place de leur système de performance et dans la montée en compétences de leur ressources humaines.

Je suis également fondatrice de la haute école de coaching de Paris au Maroc. Nous certifions les futurs coachs désirant exercer au Maroc ou à l'étranger.

Pourquoi assistez-vous à ce congrès ?

Entant que femme entrepreneuse,

marocaine, africaine, je suis ici pour échanger et partager mon expérience avec toutes les femmes entrepreneuses du monde entier.

Je suis ici également pour représenter mon pays et montrer au monde entier que la femme marocaine est une femme libre et indépendante qui, en plus de son rôle familial majeur, contribue activement et inconditionnellement à l'essor économique de son pays et participe à inculquer et respecter les nobles valeurs humaines qui constituent entre autre l'un des axes principaux de mon métier : l'engagement , la responsabilité , le sens du devoir , le respect.

La diversité des compétences manage-

rielles, à partager , est également l'une des raisons de ma présence.

Je suis ici également la pour rencontrer mes homologues africaines, car je crois pleinement en l'avenir de l'Afrique et en son riche potentiel que nous nous devons de performer , améliorer et développer ensemble , surtout que nos cultures sont proches et que nous partageons le gout de la vie allié au plaisir de la réussite .

Je souhaite implanter mon cabinet de conseil et notre école de coaching en Afrique subsaharienne .

Est ce la première fois que vous participez à ce congrès ?

Oui, c'est la première fois parce qu'aujourd'hui je suis convaincue que le réseau est très important dans le développement stratégique des affaires mais surtout la connaissance de belles personnes habitant les quatres coins du monde et partageant les même valeurs : la réussite , le respect , l'efficacité et le partage .

Quelle est votre sentiment aujourd'hui à Marrakech ?

Je suis heureuse de faire partie de toutes ces femmes, de les découvrir, de partager des moments de joie et de bonne humeur hors contexte professionnel.

Nous avons partagé notre vision du monde, nos projets professionnels, avons envisagé les partenariats et crée des amitiés tout simplement.

Pour moi, c'est une riche expérience.

Le recommandez vous à toutes les femmes ?

Absolument, c'est une belle expérience à vivre et à partager au niveau personnel et professionnel, parce que nous sommes dans un environnement différent du notre , avec des identités différentes mais surtout nous apprenons à évoluer ensemble.

DR. HISSAH SAAD ABDULLAH AL-SALEM AL-SABAH

Le symbole vivant de la femme capable et émancipée

Si les clichés sur les conditions des femmes à travers le monde de l'emploi et du business sont en train de changer, c'est le résultat du combat acharné de certaines femmes. Parmi ces dames qui bousculent les barrières chaque jour, il y a le Docteur Hissah Saad Abdullah Al-Salem Al- Sabah. Elle est devenue une référence mondiale.



Native du Koweït, cette dame à la carrure et la prestance frappantes a démontré à travers sa vie, son parcours et son cursus universitaire que certains clichés sur les femmes arabes et africaines ne sont pas toujours fondés. Si son influence aujourd'hui dans le monde des affaires propres aux femmes fait pâlir d'envie même du côté de la gent masculine, force est de reconnaître que cette réputation n'est aucunement surfaite. Dr Hissah n'est pas une parvenue encore moins une « fille de » à qui un tapis royal a été déroulé. Cette dame s'est faite, elle-même, avec son cerveau et ses tripes. Comme toute femme battante. Elle est d'abord diplômée de l'Université Américaine de Beyrouth, une prestigieuse université où elle étu-

diera les rouages de l'Administration Publique et les Sciences Politiques. À la suite de cette solide formation, elle entame une grande et florissante carrière professionnelle qui l'emmènera à côtoyer de grands hommes d'affaires de son pays mais également du monde entier. Dr Hissah intègre l'International Marine and Petroleum Company où elle a la lourde tâche de gérer les ressources humaines. Son travail exemplaire dans cette entreprise incite le gouvernement koweïtien à la recruter en tant que Chef des Services Médicaux, section Recherche et Développement de l'Hôpital Militaire au Ministère de la Défense. Dans cet environnement machiste, elle ne se fait aucun complexe et met sa formation professionnelle et sa carrure en exergue. Un challenge

qu'elle affrontera avec brio. Son succès chez les hommes fait sa renommée et c'est naturellement qu'elle prend la tête du Comité de Prévention de la Toxicomanie du Koweït en 1995. Au service de cette action bénévole des femmes de son pays, elle s'implique plus que jamais. Et depuis 1997, elle mène le combat contre la toxicomanie en tant que Vice-présidente. Elle pilote également depuis 1996, sous une présidence honoraire, la Fédération Arabe des Sociétés et ONG pour les médicaments préventifs. Toutes choses qui lui ont valu d'être coopté comme Membre du Comité National pour la Prévention de la Toxicomanie du Koweït. En 1999, elle est nommée au Conseil International de lutte contre les effets de l'Alcool et les Toxicomanies. Elle y siège jusqu'à ce jour. Parallèlement à ses activités philanthropiques, le Dr Hissah Saad Abdullah Al Salem Al Sabah est très active dans le monde des affaires. De sorte qu'en cette même année 1999, elle prend les rênes du Comité des femmes d'affaires du Koweït mais aussi du prestigieux Conseil des femmes d'affaires Arabes. Une consécration régionale ultime pour une femme qui a tissé sa toile minutieusement. Mais en 2003, elle sera mondialement honorée en devenant la Vice-présidente du Comité des Femmes d'Affaires. Elle sera élue « Meilleure femme d'affaires » au Moyen-Orient en 2002, lors d'une grande conférence réunissant les femmes d'affaires du monde aux Emirats Arabes Unis. Par ailleurs, Dr Hissah recevra, en 2002, d'autres honneurs de la Fédération Arabe de lutte contre la Toxicomanie et des Nations Unies pour son dévouement dans le combat contre les effets de l'alcool et la Toxicomanie en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Valery Foungré

DR HISSAH SAAD A. AL SABAH, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES FEMMES ARABES CHEFS D'ENTREPRISES DU KOWEÏT.

« Créer des liens entre les femmes entrepreneurs »



Qui est Dr Hissah Saad A. al Sabah ?

Je suis présidente de l'association des femmes arabes chef d'entreprise depuis 1999, à sa création. L'association couvre plusieurs domaines, le plus important étant la promotion de la femme arabe dans l'entrepreneuriat. Nous les enseignons et les éduquons sur les astuces de l'entrepreneuriat des femmes et nous nous efforçons de créer des liens entre les femmes entrepreneurs par le biais de notre site internet, que je vous invite d'ailleurs à visiter... Depuis 1999, l'association existe et est reconnue.

Nous travaillons avec 17 pays arabes, et aujourd'hui s'ajoutent le Maroc et l'Algérie, la Mauritanie et beaucoup d'autres pays arabes qui n'y étaient pas encore associés. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui que la quasi-totalité des pays arabes du monde fait partie de l'association.

En arrivant ici au 61^e congrès des femmes chefs d'entreprise, aviez-vous des projets de partenariats ?

Bien sûr que nous avons des projets et nous sommes toujours à la recherche de financement pour soutenir nos projets. Nous essayons de procéder à des relations point à point, entre pays arabes du

Moyen-Orient, et entre pays arabes et d'autres régions du monde. Nous allons même, au delà des frontières, pour parler des femmes du monde arabe, et essayons de trouver des projets similaires aux nôtres et même dans d'autres domaines. Aujourd'hui, à travers cette association et de cette conférence, il en ressort une envie de faire partager les centres d'intérêt à travers cette association.

Avez-vous eu des opportunités ?

Avant de faire le déplacement de Marrakech, nous avons déjà eu des propositions de coopération de la Russie, de l'Arménie, de la Turquie, des Émirats, l'Amérique du Sud... Tous ces pays nous ont invités à des rendez-vous de travail qui se sont consolidés ici.

Le Mexique a gagné le prix de la meilleure association de femmes chefs d'entreprise de l'année, envisagez-vous de tisser des partenariats plus fructueux avec ce pays ?

On se doit de trouver les femmes arabes chefs d'entreprise résidant au Mexique, Argentine et les pays d'Amérique du Sud, et aussi avec l'Afrique, sous le patronage de la Banque africaine de Développement. Il est prévu en novembre une conférence où il sera question de mettre sur place un nouveau comité des femmes arabes chefs d'entreprise. Et on fera d'une pierre deux coups en mettant aussi sur pied un comité des femmes arabes sud-américaines et chef d'entreprise.

Quels objectifs pour l'année à venir ?

J'en sors très satisfaite de ce congrès, surtout de savoir que les femmes marocaines travaillent dur à devenir grands chefs d'entreprise, et de rejoindre notre association. C'est très important, car où que nous allions nous avons besoin d'autres femmes pour avancer.

MME AYALA ANGELA, DÉVELOPPEUR AU FCEM, BELGIQUE.

« Une image de l'unité des femmes du monde »

Je suis développeur au sein du FCEM. Ma tâche consiste en la création et la gestion des outils mis à la disposition des entreprises afin d'aider les femmes à travers le monde. Ceci a pour but de permettre à la femme d'avoir une visibilité de son activité sur internet. C'est en quelque sorte un portail de communication. C'est une excellente rencontre parce qu'il y avait beaucoup de pays qui ont répondu présent à ce rendez-vous, pas moins de 71 pays représentés, cela donne une image de l'unité des femmes du monde. Je suis convaincue que ce congrès fera avancer les choses, surtout pour les femmes arabes, d'autant que cette rencontre s'est déroulée dans un pays arabe, le Maroc. Concernant la femme africaine, c'est important par le fait que le combat quotidien reste le point commun de toutes les femmes du monde. Ce combat est encore légitime pour la femme africaine, car cette dernière n'a pas accès à la technologie moderne qui est synonyme d'absence d'accès à l'information, quand on sait que l'information permet aux femmes de mettre en valeur leurs activités. La femme en Afrique produit 10 fois plus pour vendre 10 fois



moins ses produits sur le marché à cause des intermédiaires interminables. Pour pallier à cela, la FCEM se propose de former ces femmes aux outils de l'information. J'avoue que cela n'a pas été facile de réussir en tant que femme d'origine étrangère, mais je me suis imposée, j'ai mis en place ma propre entreprise

de développement informatique, solution web, et vente d'application mobile et le développement des sites web. Et, on met aussi à la disposition des entreprises des logiciels pour la gestion commerciale. Ma rencontre avec FCEM Belgique a donné un coup de pouce à mon activité.



M^{me} Sheila Bonsu, directrice générale de Builders Support, Accra-Ghana.

Mettons-nous ensemble en tant que femme et bâtissons un monde meilleur.

Êtes-vous satisfaite de ce congrès?

J'ai un esprit plus ouvert, car c'est la première fois que j'assiste à cette conférence, et il est bon de savoir que beaucoup de femmes à travers le monde font de très bonnes choses afin de s'entraider, aident les femmes à prendre soin de leur famille, parce que nous savons que lorsqu'on investit sur la femme, c'est un excellent investissement. C'est très original, et je vais de mon côté, une fois rentrée au Ghana, m'assurer que les femmes ghanéennes à leur tour seront imprégnées de l'esprit qui règne ici, l'entraide, et surtout au sein d'une pareille association.

Pendant votre séjour à Marrakech, avez-vous la possibilité de nouer des contacts avec d'autres femmes chefs d'entreprise comme vous ?

J'ai eu à discuter avec des femmes qui travaillent dans l'art et la décoration d'intérieur, et il y a une femme marocaine qui m'a particulièrement intéressée. C'est un ingénieur, qui travaille dans la mise en place de projets et j'ai trouvé notre rencontre très enrichis-

sante, parce qu'à mon avis, elle serait un atout majeur dans l'amélioration de nos projets si le partenariat s'avère concluant. Car, nous avons en commun des projets qui valent la peine d'être mis sur pied. Et ce ne serait pas la seule chose à faire, car je compte fortement insister sur ce partenariat, qu'il soit effectif. Comme ça, je pourrai mettre mon architecte en relation avec elle dans le cadre d'une collaboration afin de profiter de son expérience.

Quel message avez-vous à transmettre aux femmes africaines en général et ghanéennes en particulier ?

Mon message à la femme ghanéenne en particulier et africaine en général est que nous devons sortir de ce silence dans lequel nous sommes restées trop longtemps. C'est un combat que nous devons mener, mais nous avons les armes nécessaires. Je pense qu'avec de la détermination et pour la réalisation d'un projet ou l'atteinte d'un objectif, nous pourrions réaliser de grandes choses. Il est donc évident qu'il faut travailler, s'entraider. Si l'une d'entre nous est apte à faire quelque chose et prospère dans cela, on doit la supporter, l'encourager, et on peut aussi se dire : « ce que je peux faire, une autre femme ne pourrait pas et ce qu'une femme peut faire, je ne peux le faire ». Nous sommes essentiellement différentes les unes des autres, et c'est ça qui fait un tout. C'est comme une cuisson où tous les ingrédients, pris individuellement, sont mis ensemble pour faire une bonne cuisson. Ainsi, mettons-nous ensemble en tant que femme et bâtissons un monde meilleur.

Yolanda Rabat, membre de la délégation de la Guinée équatoriale

"La femme africaine travaille beaucoup pour le développement de la famille et de la société"

Nous sommes ici à Marrakech pour la 6^e édition du congrès des femmes chefs d'entreprise du monde. Sincèrement, j'éprouve un sentiment de satisfaction, parce que c'est la première fois que j'assiste à cet événement. Ma présidente y a déjà été. C'est un rendez-vous assez important, car on découvre les changements et expériences des autres femmes. C'est le lieu de rencontres et contacts avec des entrepreneures, économistes, banquiers, avocats... Je suis directrice d'une entreprise de construction de droit équato-guinéen qui s'appelle Congesa. Nous existons depuis plus de dix ans et sommes installés dans la ville de Bata, région continentale. Je crois que la femme africaine en général et celle de la Guinée équatoriale en particulier est en train de travailler beaucoup pour le développement de la famille et de la société. Pour moi, ce congrès est très positif, parce que nous allons rentrer avec beaucoup d'informations et les mettrons à la disposition des autres femmes directrices ou chefs d'entreprises afin que notre association puisse bien fonctionner et continuer d'acquérir les connaissances en matière de direction, formation et organisation des entreprises. À notre retour en Guinée Équatoriale, nous informerons les autres femmes chefs d'entreprise sur ce que nous avons appris et reçu ici et à partir de là, nous allons essayer de nous organiser pour emmener davantage de femmes au prochain congrès de septembre 2014 et pourquoi pas exposer sur un thème.





M^{me} Beatrice Shialan, administratrice chargée du volet social et santé à la chambre du commerce de la RDC

« Nous avons grandi en termes d'expérience »

Je m'occupe précisément de la scolarisation des jeunes garçons, de la prise en charge des enfants abandonnés et de la malnutrition. Actuellement, nous sommes sur un projet de construction d'un hôpital où on aura pour mission de s'occuper davantage des cas sociaux et des démunis. C'est un volet que nous développons en collaboration avec des partenaires qui nous prodiguent de précieux conseils. Nous avons entrepris ce projet afin de venir en aide aux démunis. Je pourrais vous dire que les objectifs que nous nous étions fixés en arrivant ici ont été atteints, dans la mesure où des échanges et des contacts ont eu lieu avec d'autres femmes venues du monde entier. Nous avons grandi en termes d'expérience de travail, de développement des relations avec les femmes du monde entier. Le renforcement des capacités de la femme chef d'entreprise m'a le plus marqué lors de cette rencontre. Et, je profite pour adresser mes mots d'encouragement à l'endroit des femmes congolaises. Car de nos jours, les femmes ne devraient pas se limiter à de simples travaux ménagers, mais devraient plutôt saisir des opportunités qui se présentent à elles. Il faudrait essayer d'ancrer dans la tête des gens de la société que la femme ne devrait pas rester dans le foyer, au détriment du travail. Je ne dirais pas cela exactement. Mais, je pense même que le premier mari de la femme est son époux, qui se doit d'être le premier et le meilleur partenaire de la femme, mais tout en excluant une entière dépendance de celle-ci vis-à-vis de son mari. Je conseillerais à la femme de s'auto-valoriser, se respecter, vaincre la peur de s'exposer. De plus en plus, les jeunes femmes redoutent d'être harcelées par les hommes. On a l'habitude de dire : « derrière chaque grand homme se cache une grande femme », moi aujourd'hui je peux dire que les tendances sont inversées « derrière une grande dame se cache un héros ». La réussite féminine passe par une seule chose : l'unité féminine, comme c'est le slogan de mon entreprise : "unis pour l'intelligence, unie pour la solidarité".



Alia Lorena Ibarra Avalos, présidente nationale de l'Association mexicaine des femmes entrepreneures.

“Des grands progrès réalisés par les femmes”

C'est très agréable pour nous autres d'être dans ce pays. À Marrakech, nous avons été témoins des grands progrès réalisés par les femmes du Maroc, qui ont conquis des espaces qui antérieurement étaient très difficiles. Il est important d'établir une relation d'affaires avec les femmes du Maroc, maintenant que c'est l'objectif principal de l'organisme entrepreneurial auquel nous appartenons. Cohabiter avec différentes femmes des autres parties du monde, nous rapproche et nous inspire, pour réaliser davantage des choses dans nos pays. Comme message aux femmes, je dirais dans un premier temps que, la femme doit croire en elle-même. Quand nous croyons en nous-mêmes, nous sommes capables de faire l'incroyable. Deuxièmement, être attentive à tout ce qui se passe dans le pays dans lequel nous vivons en nous intéressant à tous les domaines: politique, économie, social. Se préparer, toujours se préparer pour pouvoir être attentive aux changements que vivent nos pays. Prendre le risque d'entreprendre. Et ensuite, devenir une femme entrepreneure légalement établie. Le plus important est de croire en nous-mêmes.



M^{me} Ouazzani Touhami Mounia, présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprise de la Wilaya de Tetouan(AFET) (Royaume du Maroc)

“Nous avons établi des contacts avec d'autres associations”

Je suis la présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprise de la Wilaya de Tetouan(AFET) que je représente à ce congrès. Nous sommes venues à Marrakech pour le 61^e congrès pendant lequel nous avons eu l'honneur de représenter toutes les femmes de la ville de Tetouan et au retour nous les tiendrons informer des résultats de cette rencontre. Dans une telle rencontre, l'objectif primordial est de prendre de contact avec les autres femmes venues d'autres horizons, partager avec elles les différentes expériences et surtout nous cherchons à étendre le réseau de notre association auprès des partenaires. Personnellement, je suis ravie de ce congrès et j'exprime mes vives félicitations aux femmes qui ont eu

l'intelligence et la force de conduire à bien l'organisation d'un tel événement d'envergure internationale. Même les sujets et les thèmes débattus sont très promoteurs et plein d'espoir. Surtout, les différentes interventions ont été d'une clarté exceptionnelle. Je repars avec un sentiment de satisfaction et de fierté, car nous avons établi des contacts avec un grand nombre d'autres associations nationales et internationales dont nous espérons garder un lien à long terme. Vous savez l'Afrique est le continent le plus naturel qui existe sur terre en terme de ressources naturelles, humaines et en termes d'hospitalité. Par conséquent, la femme africaine doit savoir saisir cette chance et se battre pour le continent rayonne.

M^{me} Mariam El Muaddin, présidente adjointe de l'Association des femmes chefs d'entreprise de la Wilaya de Tetouan

“Nous aidons la femme à cultiver l'esprit d'entreprise”

Notre activité consiste à promouvoir la couture traditionnelle et en tant que groupement, nous aidons la femme à cultiver l'esprit d'entreprise et le goût du risque. Au niveau local, nous avons réussi à mobiliser un nombre important de femmes qui exercent le métier de la couture traditionnelle avec beaucoup de professionnalisme et cela nous reconforte. Notre rêve, dans l'association, est celui de pouvoir impliquer davantage les femmes aux différents métiers. Car cela va de leur indépendance, leur capacité d'entreprendre et de leur autonomie. Dieu merci, au niveau de la Wilaya de Tetouan, les femmes sont assez dynamiques et elles sont dans une bonne perspective. Naturellement, on ne peut que se réjouir de tel engouement de la femme mondiale. Surtout que la femme est en honneur. Quand nous voyons la diversité culturelle dans ce congrès, nous sommes tentées de croire que la femme est dynamique à travers le monde. Nous sommes venues faire des échanges, partager nos expériences avec les autres femmes locales et internationales en vue d'établir des contacts durables au profit de notre association. Nous travaillons sur la manière de nouer des relations avec nos consœurs d'autres pays, acquérir des expériences dans le but de vulgariser nos idées, notre savoir-faire. La femme doit oser et elle doit nourrir des ambitions si elle veut avoir son autonomie. Si une femme étale son talent uniquement sur sa cuisine, elle étouffe en elle d'autres génies qu'elle peut développer. Elle est appelée à affronter la réalité et faire un dépassement de soi.



M^{me} Jeanica Ndagano, Managing Director de JNC Consulting, RDC.

Je dirais que pour le Congrès, la première des attentes c'était le Networking parce qu'on ne peut plus aujourd'hui se permettre de vivre en ghetto. On a besoin du réseautage. On a besoin de rencontrer des personnes qui sont dans le même secteur que vous. Donc, ça, c'était important. Étant chef d'entreprise femme ayant l'opportunité de rencontrer d'autres femmes chefs d'entreprise qui ont plus ou moins cette sensibilité, parce que souvent ont dit que les femmes font le business pas seulement avec la tête, mais aussi avec le cœur et ça c'est un plus. Aujourd'hui, on a parlé de responsabilité sociale et autre. Je crois que cela touche cet aspect de femme qui fait le business avec le cœur. Et donc, pour moi, c'était vraiment une opportunité de pouvoir rencontrer d'autres femmes, d'autres chefs d'entreprises qui opèrent dans divers secteurs économiques et de qui on peut apprendre, avec qui on peut échanger. Le Networking était vraiment le premier objectif et sur ce point la je peux dire que je suis satisfaite. On était plus de 800 participants et j'ai pu échanger avec au moins une cinquantaine de personnes.



M^{me} Hélène Tioma, Directrice Exécutive du Groupement des Femmes d'affaires du Cameroun.

Je peux dire que ce congrès a été une réussite. Même si rien n'est parfait et que la perfection n'est pas de ce monde, je dis que cela a été une réussite totale. Au cours de ce congrès beaucoup de pays ont été représentés, environ 70. C'est vraiment beaucoup. Nous avons eu dix nouveaux pays qui sont venus vers nous afin d'intégrer le Bureau des femmes chefs d'entreprise mondiales. Et cela aussi nous a fait plaisir. Et je suis ici en tant que membre du Secrétariat des femmes chefs d'entreprise mondiales. Et je représente aussi, personnellement, Mme Françoise Foning, qui est membre et présidente honoraire du Bureau mondial des femmes chefs d'entreprise. J'ai une société, CAMCHE Company, qui fait dans les travaux publics et bâtiments et la fourniture de matériels.

Albdeljalil Khadija, présidente de l'Association des femmes chef d'entreprise d'Algérie.

Je préside l'Association des femmes d'entreprise FCM. Je suis agricultrice, je fais de la mise en valeur des terres en Algérie. Je produis les céréales et là, aujourd'hui, nous sommes au Maroc au congrès des femmes chefs d'entreprise mondiales. Nous avons rencontré beaucoup de gens, beaucoup de femmes. Je trouve que c'est agréable de prendre contact avec toutes les femmes du monde, plus de 70 pays. On a eu de bonnes relations, beaucoup d'échanges d'affaires, économiques. Je trouve que les femmes peuvent faire beaucoup de choses, elles peuvent contribuer à la paix, parce que derrière chaque homme, il y a une femme. Les femmes sont capables de beaucoup de choses quand elles veulent. Et mon souhait est que les femmes puissent se battre pour leur pays, pour le bien-être du monde. En ce moment, il y a beaucoup de pays arabes qui souffrent, avec les différentes crises et guerres que connaît la région.



M^{me} Diane Thompson, directrice de Powercom Solutions express

Powercom Solutions est une entreprise qui fabrique des surtenseurs et des consommables électroniques. Nous sommes basés en Malaisie et en Tasmanie. Mon mari et moi avons commencé l'entreprise en 1991, donc, elle a 22 ans. J'étais professeur de musique et mon mari était un ingénieur. Il a fallu beaucoup de courage pour collaborer et monter une société qui est capable d'exporter dans 37 pays dans le monde. J'ai été très inspirée de rencontrer d'autres femmes d'affaires est entrepreneurs. Je suis la commissaire régionale pour la région océanique. C'est mon quatrième congrès et je viens à cause des opportunités, mais aussi à cause de l'inspiration et la camaraderie. C'est une expérience merveilleuse. Il est important pour l'Europe et l'Amérique du Nord de se connecter avec l'Asie et l'Asie australe. C'est pourquoi nous serons au prochain congrès à Taiwan l'année prochaine.



M^{me} Nelly Kostadinova, directrice de Lingua World

C'est ma première fois de venir au Maroc. Je suis venue avec une très grande attente. Je suis heureuse que le Maroc ait répondu à mes attentes en tant que pays ami et ouvert pour la communication globale. C'est un endroit parfait pour l'organisation de notre entreprise. Je suis la directrice de Lingua World qui est basée dans 14 villes en Allemagne, en Autriche et en Afrique. Mon entreprise s'occupe de traduction et d'interprétation et soutient les entreprises, l'économie et l'industrie dans toutes les langues du monde. Je suis fière d'être parmi ces femmes qui sont tellement motivées et créatives. Je suis heureuse qu'il n'y ait aucune possibilité d'arrêter cette grande énergie des femmes du Maroc et d'autres pays vers le développement. Je suis ravie à l'idée de rencontrer nos homologues taiwanais l'année prochaine, et je suis certaine qu'elles se préparent. Nous n'y allons pas pour nous détendre, mais pour trouver des domaines de coopération et travailler ensemble.

Belghiti Lachgar Sanaa, trésorière de l'AFE-Maroc de la région El-Jadida.

Le congrès a été un moment convivial, car cela nous a permis de rencontrer beaucoup de femmes et j'ai le sentiment de fierté qui m'anime en même temps parce que c'est la première fois que l'organisation du FCEM se tienne au Maroc. Donc, nous avons mis à profit notre séjour ici pour chercher des partenaires pour notre association, faire le be to be comme on le dit avec les autres femmes venues de quatre coins du globe. À la fin du congrès, nous verrons les résultats obtenus, en ce moment, s'il est nécessaire d'apporter des améliorations nous le ferons dans l'optique de se préparer aux prochains rendez-vous mondiaux. Nous resterons attentives aux remarques faites par les femmes venues chez nous. Toujours est-il que les avis des autres comptent dans ces genres d'expérience. Le seul conseil que je peux prodiguer aux femmes est de ne pas baisser les bras, mener le combat au quotidien. Donc, il faut se battre, se battre et toujours se battre.



MME ZAHRA MAAFIRI, DIRECTRICE MAROC EXPORT

"La logistique représente 20% du coût de l'export. Et tant qu'on agit sur ces 20%, on augmente la compétitivité du produit ou du service exporté"

Est-ce que pour cela il faut être en zone franche, ou est-ce qu'on peut être à Casablanca et à Rabat pour faire de l'export?

Vous pouvez être dans n'importe quelle partie du Royaume du Maroc, vous êtes la bienvenue à Maroc-Export pour vous offrir tous ses services. C'est juste pour vous dire que l'export est un axe prioritaire de la politique économique de l'État et bénéficie d'un soutien spécifique. Et que toute entreprise qui investit dans l'exportation reçoit des programmes qui sont spécifiques. À côté de tous ceux qui ont été cités par mes collègues, il y a des programmes comme celui du contrat de croissance à l'exportation. C'est un soutien qui peut aller jusqu'à 500 milles Dollars pendant 3 ans pour un plan ambitieux de développement sur certains marchés. Donc, si vous êtes une entreprise établie au Maroc, vous pouvez accéder à ce contrat de croissance pour développer vos exportations. Et vous avez droit à tout l'accompagnement du département du commerce extérieur et de Maroc-Export pour vous chercher des opportunités et pour réaliser avec vous ce plan ambitieux à travers des études, à travers des contacts spécifiques et un accompagnement individuel.

Il y a de grandes entreprises marocaines qui opèrent dans plus de 30 pays en Afrique, dans la télécommunication, les banques, le BTP, etc.... Aujourd'hui, je suis une petite entreprise et je veux aller en Afrique. Est-ce que vous m'aidez à être en relation avec ses grandes entreprises ?

Justement pour les caravanes de partenariat, on affrète en général un avion. On part tous ensemble. Ce sont des missions multisectorielles présidées par le ministre en charge du Commerce extérieur. Les délégations sont composées de tous les secteurs qui sont intéressés par l'Afrique. Elles sont également composées d'entreprises de toutes les tailles. Il y a les grandes, les moyennes, les petites. En général, nous avons les banques et les entreprises spécialisées dans la sidérurgie, et autres. Et ces entreprises nous offrent leurs contacts sur



place. Elles ont des branches sur place et nous aident dans l'établissement de Be to Be entre les entreprises qui arrivent dans l'avion et celles qui existent dans ces pays pour une meilleure connectivité et pour aussi offrir toutes les chances de cibler ces Be to Be afin qu'ils soient fructueux.

En termes d'infrastructures, on a parlé du port de Tanger Med. Est-ce que l'Aéroport de Casablanca est une véritable opportunité pour l'export des produits marocains et le déplacement des exportateurs marocains sachant que la Royal Air Maroc dessert 27 ou 28 destinations ?

Selon les statistiques internationales, la logistique représente 20% du coût de l'export. Et tant qu'on agit sur ces 20%, on augmente la compétitivité du produit ou du service exporté. Aujourd'hui, le Maroc a lancé une stratégie de logistique très importante par le port de Tanger Med dont on a parlé tout à l'heure, par des réseaux autoroutiers au Maroc, mais également pour les hubs aériens. Et nous avons une compagnie aérienne marocaine qui s'appelle la RAM et qui se déploie sur le continent africain. Cela aide beaucoup pour certains produits. C'est vrai que le transport aérien est

à ce jour un peu cher, mais toujours est-il que pour certains produits, il est vital. Surtout pour les produits périssables et même des produits pharmaceutiques. Il y a par exemple les seringues et d'autres produits qui nécessitent un transport assez rapide. Et c'est très important pour développer l'export. Mais en amont, il facilite le contact entre les communautés des affaires. Une business woman quand elle se déplace pour prospecter, pour rencontrer des clients, elle n'a pas envie de passer 24h dans les avions. Donc, quand on fait un vol à moins de 5h vers toute la région africaine, ça facilite le contact et ça permet de limiter beaucoup de conflits dans la gestion d'un projet qui est mis en place. Surtout que le Maroc aujourd'hui est exportateur de produits d'une plus grande valeur ajoutée vers l'Afrique. Nous construisons des villes, nous construisons des barrages, nous construisons des routes, nous mettons en place des systèmes d'information dans les plus grands ports d'Afrique, et pour cela ce sont des appels d'offres qui peuvent aller de un à cinq ans d'établissement de la société marocaine dans ces marchés. Ce qui implique que les ingénieurs, les managers et les hommes d'Affaires doivent beaucoup se déplacer. Et la RAM a joué un très grand rôle dans cela.

TUNISIE

Lamia Boujemaâ redonne couleur à l'art culturel tunisien



Au cœur de la capitale tunisienne Tunis, Lamia Boujemaâ à travers sa collection Kenzi se propose de revisiter l'art oriental, et d'offrir aux particuliers un accompagnement personnalisé pour l'aménagement, le relooking des intérieurs et des espaces de vie et de travail. Femmes d'Afrique l'a rencontré au cours du 61e congrès des femmes chefs d'entreprise mon-

diales, à Marrakech. Intervenant dans le domaine de la décoration depuis 2001, Art et Art, la société distributrice des produits de la collection KENZI propose également une lecture des patrimoines culturels tunisiens et orientaux. Travaux et œuvres d'art, création et fabrication de bijoux à essence orientale, Mme Boujemaâ réalise toute une panoplie d'œuvres et d'activité dont le but essentiel est

de valoriser la culture orientale en général et celle tunisienne en particulier. Après plusieurs expériences aux USA et des participations à des manifestations internationales, Mme Lamia Boujemaâ a acquis au fil des années, des expériences qui fait d'elle une décoratrice et une coach unique dans l'univers de la décoration et de l'art en Tunisie.

MARIE-CHRISTINE OGHLY, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ET VICE-PRÉSIDENTE EN CHARGE DE L'EUROPE DE FCEM

« Nous encourageons les jeunes femmes à poursuivre les carrières scientifiques »



Vous avez été nommée Secrétaire Générale, que vous inspire cette nouvelle charge?

Effectivement, c'est tout nouveau pour moi d'être nommée Secrétaire générale, c'est une charge supplémentaire, mais que je ferai avec beaucoup de plaisir. Travailler avec la présidente mondiale, et être élue Secrétaire générale, c'est un grand honneur. Je suis très proche d'elle et j'aime beaucoup travailler avec elle. Ma société travaille dans un domaine un peu particulier, puisque je fais de l'ingénierie et du logiciel dans l'environnement de la mécanique des fluides, c'est-à-dire tout ce qui touche à l'aérodynamisme d'une voiture, le circuit de refroidissement d'un avion ou d'une centrale nucléaire. Donc, je travaille dans un domaine très technique, très mascu-

lin où la place de la femme n'est pas encore complètement positionnée, mais où on a fait beaucoup de progrès depuis quelques années. Il y a de plus en plus des femmes ingénieurs et je crois que notre Association est aussi là pour encourager les jeunes femmes à aller vers les carrières scientifiques, à créer et racheter des entreprises et de leur permettre de se développer.

Pensez-vous à implanter votre entreprise en Afrique ?

Pour l'instant, je n'ai pas de plan particulier pour m'installer en Afrique. Je commence à prendre des contacts pour travailler justement avec l'Afrique. C'est un très grand continent et notre présidente a montré qu'on pouvait y mettre à la fois la Chine, l'Europe et tout le reste sur le continent africain. C'est un continent qui

est en plein devenir, qui a beaucoup de besoins et je crois que nous pouvons apporter plusieurs choses aussi en travaillant ensemble dans les deux sens, c'est-à-dire en venant travailler en Afrique, mais aussi en ayant des contacts avec les pays africains qui peuvent travailler avec l'Europe.

Comment parvenez-vous à concilier toutes vos fonctions, notamment: présidente Europe, secrétaire générale, chef d'entreprise... ?

C'est une question d'organisation. Il faut dormir peu. Les moyens techniques d'aujourd'hui comme les mails, sms, nous permettent d'être en contact permanent avec le bureau. J'ai aussi la chance d'avoir à la fois des ingénieurs qui sont très autonomes et d'avoir, c'est extrêmement important pour une femme qui veut faire carrière, un mari qui à la fois l'encourage et l'accepte. Car ce n'est pas toujours facile de trouver un homme qui partage les tâches ménagères avec sa femme. Je pense que la première chose qu'il faut avoir c'est vraiment un bon mari.

Un message aux femmes qui aimeraient faire comme vous.

Dans la vie, il faut oser. Il ne faut pas se dire: est-ce que j'ai les compétences, la bonne formation, est-ce que je vais y arriver, ça c'est quelque chose de très féminin. Il faut se dire j'ai envie de faire, je le fais. Tout peut s'apprendre, on peut se former. Il n'y a pas de problème. Je les encourage à oser.

HONORABLE JACQUELINE BISIMWA MURANGAZA, PRÉSIDENTE NATIONALE DES FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE DE LA RDC, VICE PRÉSIDENTE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE MONDIALES

« La création d'emplois, une lutte contre le chômage »

Je suis femme chef d'entreprise. Ma société s'appelle «Etablissements Stefy Mondo». Nous opérons dans les services à savoir le transport, l'organisation des événements, l'élaboration des projets, la micro finance. Je suis présidente du conseil d'administration des Mutuelles de Crédit et d'Epargne de la RDC. Je suis aussi dans la construction, notamment la plomberie, l'électrification des maisons. Nous employons des ingénieurs compétents dans tous ces domaines. Par rapport au congrès, je représente notre organisation nationale, mais, aussi celle panafricaine, créée par Graça Machel, l'épouse de Nelson Mandela, qui milite en faveur de l'inclusion financière des femmes. Je suis la directrice-pays de cette organisation au niveau de la République démocratique du Congo. C'est une organisation de femmes africaines, chefs d'entreprises et entrepreneurs. Ce réseau a été lancé le 19 septembre 2013 par la coordonnatrice, Madame Graça Machel. Cette rencontre de Marrakech conforte ma vision. J'ai toujours pensé que toutes les femmes chefs d'entreprise et entrepreneurs du monde entier devraient avoir des projets communs et fédérateurs en faveur de leurs membres. Avec les thèmes discutés, nous nous retrouvons dans cette dynamique. Des interventions ont porté sur des femmes chefs d'entreprise, le développement des pays membres. Je pense qu'à travers les échanges, le contact, les partages d'expériences, nous amenons nos pays à se développer. Dans mon pays par exemple, l'entrepreneuriat féminin a prouvé que quand les femmes ont un financement, des crédits et moyens pour développer leurs entreprises, elles créent des richesses. La création d'emplois une lutte contre le chômage. En Afrique lorsque quelqu'un est embauché, c'est toute sa famille qui est mise



à l'abri du besoin. Chez nous, c'est au moins six personnes qui sont à la charge d'un travailleur bien rémunéré. C'est une réalité. A travers Femmes d'Afrique Magazine, je dis sincèrement merci au Roi Mohammed VI pour la place qu'il donne aux femmes. Nous avons appris qu'il a prévu dans la Constitution marocaine, l'égalité de chances entre l'homme et la femme, la parité et très importante. Dans mon pays la RDC, il y a 7 ans, nous avons aussi réussi à intégrer la parité et à ce moment là, j'occupais à l'Assemblée nationale, le poste de vice présidente du groupe parlementaire de l'opposition non armée. En compagnie d'autres femmes de la société civile, politique, secteur privé et chefs d'entreprises, nous avons réussi à faire un plaidoyer en faveur de la parité et elle a été intégrée dans notre Constitution. Nous sommes en train d'évoluer vers ça et nous voulons absolument que ça ne reste pas lettre morte dans la Constitution, mais que dans son applicabilité, nous puissions voir les

faits. Parce que les femmes congolaises sont capables. Je crois que le Maroc est un exemple à suivre, parce que dans la parité, j'ai vu les différents postes qu'occupent les femmes et dans un pays arabe comme celui-ci, ce n'est pas facile, nous savons que la religion a ses principes et influence les politiques de ces pays. Je remercie le Roi et la Reine qui est venue assister à notre séance inaugurale. Je remercie particulièrement la présidente mondiale des femmes chefs d'entreprise qui a toujours été disponible et très engagée pour les causes africaines. Elle n'a pas cessé de nous rappeler de focaliser notre attention sur l'Afrique et qu'on travaille dans ce sens. Je remercie de façon spéciale, la présidente nationale des femmes d'affaires du Maroc, madame Laila, qui a fait le tour de certains pays africains dont la RDC, à travers la caravane marocaine de juin 2013, mais aussi pour son organisation et implication dans tout ce que l'association envisage pour les femmes.

EN COUVERTURE



Album photos du congrès des femmes chefs d'entreprise mondiales



CONSTANCIA MANGUE DE OBIANG

Au service de la Nation

Ils sont nombreux à bénéficier de l'assistance et de la générosité de la Première Dame de la Guinée Équatoriale. Au quotidien, Constanica Mangué de Obiang s'investit dans l'éducation et la santé de ses compatriotes et fait construire des centres de santé et des écoles intégrées.



Problème de santé; évacuation sanitaire des malades graves; secours aux familles défavorisées; inscriptions des enfants à l'école; fourniture d'aliments aux familles nombreuses; assistance aux femmes enceintes, mères et nouveau-nés; soutien aux handicapés, invalides et accidentés; appui aux victimes des catastrophes (inondations et incen-

dies), financement des projets et femmes entrepreneurs; facilitation de l'obtention des crédits auprès des banques à des taux sans intérêts; offre de logements, bureau, moyens de locomotion aux handicapés (tricycle à moteur et véhicules), opportunités d'emploi et de formation aux couches sociales vulnérables. La liste des actions de la Première Dame équato-guinéenne, Constanica

Mangué de Obiang est loin d'être exhaustive. Car, elle se déploie dans tous les domaines de la vie sociale, pour apporter du réconfort aux populations vulnérables. À travers sa Fondation CANIGE (Comité d'Appui à l'enfant équato-guinéen), de nombreuses personnes bénéficient de façon régulière de l'aide en espèce et nature, pour subvenir à leurs besoins. Après l'incendie sur-

venu au marché de Semu à Malabo, les commerçants qui avaient vu leurs marchandises transformer en cendre ont reçu de la Première Dame, une aide substantielle de 200 millions de FCFA.

Éducation et santé

Constancia Mangué de Obiang met un point d'honneur sur l'éducation et la santé. Elle a fait construire des centres de santé et des écoles intégrés. Dix-sept professeurs viennent d'être sélectionnés en Espagne pour apporter leur expertise dans les centres scolaires Pilar Buepoyo de Malabo; CANIGE de Bata; Mbasogo Ngui de Niefang, Mongomo et Ndong Eni de Mokom. En septembre 2013, elle a pris des dispositions afin que la santé des malades mentaux soit améliorée et qu'ils bénéficient de plus d'attention. Les dossiers présentés par les docteurs Raúl Castro Esono Ada et Emilia Barleycorn Orubi à la Première Dame, à cet effet, intègrent un plan de traitement et de réinsertion sociale. La rencontre avec les responsables de la Banque Nationale

de Guinée Équatoriale (BANGE) avait essentiellement porté sur les modalités de soutien aux femmes entrepreneures équato-guinéennes en général.

Les multiples programmes et projets de Constancia Mangué, en faveur des couches défavorisées, sont en concordance avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). "Nous ne ménagerons aucun effort pour délivrer nos semblables (hommes, femmes et enfants) de la misère, phénomène abject et déshumanisant qui touche actuellement plus d'un milliard de personnes. Nous sommes résolus à faire du droit au développement une réalité pour tous et à mettre l'humanité entière à l'abri du besoin". Ainsi se libelle l'engagement pris par la communauté internationale en 2000, dans la Déclaration du Millénaire des Nations.

Amélioration de la condition humaine

Dans cette Déclaration du Millénaire, les Nations Unies fixent huit axes principaux ou Objectifs du

Millénaire pour le Développement (OMD), visant à améliorer la condition humaine d'ici à 2015. Il s'agit entre autres de réduire l'extrême pauvreté et la faim; assurer l'éducation primaire pour tous; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; réduire la mortalité infantile; améliorer la santé maternelle; combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; préserver l'environnement et, enfin, mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

En reconnaissance à toutes ces actions, Constancia Mangué a été primée le 13 juin 2013 à New York aux États-Unis par Voces de Madres Africanas, pour son leadership, relatif au développement social et sa contribution à l'amélioration du niveau de vie des femmes et enfants de la Guinée Equatoriale. Elle a par ailleurs été nommée présidente du Comité exécutif de Voces de Madres Africanas (voix des mères africaines).

Samirat Ntiaze

Le monde dont rêve Constancia Mangué de Obiang

"J'invite le peuple de Guinée Équatoriale à rêver avec moi, pour un monde dans lequel tous les enfants jouissent d'une enfance protégée; un monde dans lequel ils peuvent jouer, apprendre et grandir; un monde dans lequel ils sont aimés et soignés; un monde dans lequel sont protégées santé et sécurité et dans lequel son genre ne soit pas un facteur à son détriment; en somme, un monde dans lequel ils jouissent de tous les droits, lesquels sont protégés. Bien que ce monde continue d'être un rêve, je suis convaincue qu'avec un engagement ferme, une action soutenue et une authentique participation communautaire, ce rêve se convertira en réalité pour tous les garçons et filles de la Guinée Équatoriale en moins d'une génération".



ENGAGEMENT

Plaidoyer pour les Droits de l'Enfant

Le 24^e anniversaire de l'adoption de la Convention sur les Droits de l'enfant se célèbre le 20 novembre prochain. En prélude à cet événement d'importance majeure, Constanca Mangue de Obiang, la Présidente du Comité national des droits de l'enfant en Guinée Équatoriale, analyse la Convention proprement dite et les progrès réalisés par ce Comité national, depuis sa création.



Cette Convention qui fut approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 est un instrument juridique qui survient à la suite de la préoccupation mondiale concernant la survie, la protection, le bien-être et le

développement des enfants ainsi que l'obtention du droit à la participation de ces derniers à la vie sociale. La Convention sur les droits de l'enfant survient ainsi comme une réponse à la situation vécue par le monde au cours du 19^e siècle durant lequel les enfants furent témoins et/ou

victimes passives d'un monde dominé par les conflits armés, les injustices sociales, les destructions de l'écosystème et les calamités naturelles.

Cette Convention a été ratifiée par la quasi-totalité des pays du monde et c'est l'instrument des



droits humains le plus accepté de l'histoire. La République de Guinée-Equatoriale est Etat-Partie de cette Convention sur les Droits de l'Enfant, depuis qu'elle a été ratifiée par le gouvernement, le 15 juin 1992. Dans sa mission de veiller au respect de cette Convention dans notre pays, le gouvernement a créé, à travers le Décret présidentiel n°100/1997 du 30 septembre, le Comité national des Droits de l'Enfant, composé de 10 membres et dont j'ai l'honneur de présider.

Collaborations

Le Comité national des Droits de l'Enfant a pour finalité: orien-

ter, coordonner et promouvoir les initiatives, tant internes qu'ex-

"Avec ces prémices, les parents et tuteurs des enfants, réconfortés du fait que la Convention ne suppose pas une limitation de leur tutelle, doivent se sentir renforcés et animés d'être promoteurs de la Convention parce qu'elle veille aussi à leurs intérêts"

ternes, au profit des enfants de la République de Guinée-Equatoriale. Depuis sa création, le Comité national des Droits de l'Enfant a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) comme organisme des Nations Unies qui a pour mandat de promouvoir les droits de l'enfance au niveau mondial en général et en Guinée Équatoriale en particulier.

Dans son plan d'action, le Comité national des Droits de l'Enfant a organisé d'intenses Campagnes d'Informations et Sensibilisations à l'endroit des autorités nationales, provinciales, de district et municipales, des familles, sur



les fonctions et attributions du Comité et l'importance de l'application de la Convention dans notre pays.

À cet effet, le Comité national des Droits de l'Enfant a collaboré avec le gouvernement et autres institution étatiques dans l'élaboration des rapports du pays sur les progrès atteints dans l'application de la Convention sur les Droits de l'Enfant en République de Guinée-Equatoriale. La Convention sur les Droits de l'Enfant est axée sur trois principes: l'intérêt supérieur de l'enfant, la non-discrimination, la participation des enfants dans la société.

Pleine intégration dans la société.

Dans ce contexte, le Comité national que je préside, travaille depuis le commencement afin que les enfants aient les droits, mais, aussi les devoirs et obligations, pour grandir comme des personnes qui doivent s'intégrer pleinement dans la société. Il faut rappeler que l'article 29 de la Convention sur les Droits de l'Enfant prévoit les besoins suivants:

Inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de sa propre identité culturelle, de sa langue et ses valeurs, des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il est originaire et des civilisations distinctes de la sienne.

Préparer l'enfant à assumer une vie responsable dans une société

libre, avec un esprit de compréhension, paix, tolérance, égalité de genre et amitié entre tous les peuples, groupes ethniques, etc.

Avec ces prémices, les parents et tuteurs des enfants, réconfortés du fait que la Convention ne suppose pas une limitation de leur tutelle, doivent se sentir renforcés et animés d'être promoteurs de la Convention parce qu'elle veille aussi à leurs intérêts.

Dans ce sens, en vue de se rapprocher davantage des enfants de la Guinée Équatoriale, le Comité national des Droits de l'Enfant a créé des Antennes dans tous les districts du territoire national, pour augmenter l'efficacité de son travail de sensibilisation.

ACTIONS DE CONSTANCIA MANGUE DE OBIANG

Des oeuvres humanitaires et sociales

Fondé en 1985, le CANIGE est une association apolitique, qui soutient les défavorisés.



Depuis sa mise sur pied par Constancia Mangué en compagnie d'autres femmes équato-guinéennes, le CANIGE qui se consacre essentiellement au secteur social, s'éloigne de toute considération politique. "C'est une Association qui a pour principes généraux: l'action humanitaire et l'amélioration des conditions de vie du secteur social vulnérable, enfants, mères, vieilles et anciens, etc.", précise la Première Dame équato-guinéenne. Désignée Présidente honorifique de l'Association nationale des handicapés de Guinée-Equatoriale (ASONAMI), Constancia Mangué, a pesé de tout son poids auprès du gouvernement, afin qu'il satisfasse la demande formulée par les personnes vivant avec un handicap de la Guinée-Equatoriale, qui se sont vus doter chacun d'un tricycle pour leur déplacement.

Déploiement

"Pour une meilleure distribution de ces véhicules, nous avons compté sur la collaboration du ministère de l'Intérieur et des Corporations locales et cela, à travers les Gouverneurs provinciaux et Délégués du gouvernement, qui nous ont envoyé les listes des handicapés de tout le territoire National afin que la remise des tricycles soit effectuée", indique-t-elle. Et de poursuivre : "je profite de cette opportunité pour m'excuser pour le retard pris par cette distribution de tricycles. Le CANIGE négociera avec les institutions compétentes afin que les concernés obtiennent des réponses à leur problème de tricycles le moment opportun".

L'invalidité ou le handicap, pense Constancia Mangué, ne signifie pas être inutile dans la société. "Quand nous avons un esprit sain, même si nous

manquons des moyens, nous sommes capables de réaliser les œuvres qui peuvent nous être bénéfiques (...) On a vu plusieurs dans les mêmes conditions que vous, avec des grands talents et réalisations comme chanter, peindre et surtout, nous disposons des enseignements qui nous illustrent ce que nous pouvons faire avec les mains", exhorte-t-elle.

Dans son déploiement sur le terrain, le CANIGE construit des Centres au niveau provincial pour l'apprentissage des handicapés, afin de leur doter de connaissances qui leur sont bénéfiques dans la société. Confrontés au problème de prise en charge en cas de maladie par leurs familles, les handicapés se voient accorder un traitement de faveur dans les centres de santé du pays, construits par le gouvernement.

SN

ATTIJARIWAFABANK

Quatre Wafawomen dans le vent



Noufissa KESSAR RAJI,
Directeur Exécutif
Banque Privée Attijari



Samira Khamlichi,
Directeur Général
Wafacash



Saloua Benmehrez,
Directeur Exécutif
Communication du groupe AWB



Laila Mamou,
Présidente du directoire
Wafasalaf

Le commandement militaire et la hiérarchie des métiers et services bancaires sont les deux dernières citadelles de la discrimination anti-féminine et du privilège des hommes. Même dans un pays réputé égalitaire comme la France, et qui a depuis 1789 posé la valeur « Egalité » au centre de sa devise, il a fallu attendre 1965, c'est-à-dire avant-hier, pour que les Françaises n'aient plus à demander l'autorisation de leur époux ou d'un tuteur pour ouvrir un compte bancaire. Et les femmes qui travaillaient dans les banques restaient et demeurent pour une large part au bas de l'échelle, et sans réelle perspective de carrière.

ATTIJARIWAFABANK

Quatre Wafawomen dans le vent

Le Maroc d'aujourd'hui, plus particulièrement la première banque de ce pays, Attijariwafa bank (AWB), montre par contraste, un visage de modernité accéléré, où la citadelle est non pas abattue certes, mais largement fissurée. Notre Directeur Général, Madame Samirat Ntiaze, en a eu la preuve vivante au détour d'une rencontre lors de la 61e édition du Congrès International des Femmes chefs d'entreprise Mondiales, organisée à Marrakech du 25 au 29 septembre dernier. Monsieur Mohamed El Kettani en personne, le PDG d'AWB, a abordé notre DG pour lui présenter lui-même, une conséquence des fissures qu'il a provoquées à AWB, et qu'il continue d'y élargir: quatre femmes aux plus hauts postes de la hiérarchie du groupe AWF, quatre pretty women ou plutôt, permettez le néologisme, quatre Wafawomen : Mesdames Noufissa Kessar Raji, Laila Mamou, Samira Khamlichi, et Saloua Benmehrez.

La première est Directeur Exécutif de la Banque Privée d'AWF. La deuxième préside Wafasalaf, le pôle crédit à la consommation d'AWB. La troisième est DG de Wafacash, la branche transfert d'argent d'AWB, et la quatrième dirige toute la communication du groupe AWF. Quatre femmes aux plus hautes fonctions, dans le premier groupe financier du Maghreb, lequel compte par ailleurs, grande première dans cette région, cinq femmes au sacro-saint Comité de Direction et de Coordination, l'organe majeur d'AWB. Parmi ces cinq femmes, Saloua Benmehrez et Noufissa Kessar, les trois autres étant Wafaa Guessous, DG adjoint en charge de la logistique et des achats du groupe, Malika El Younsi, Directeur Exécutif, Conseil juridique du groupe AWF, et Soumaya Lrhezzioui, Directeur Exécutif des Systèmes d'Information du Groupe AWF.

Femmes d'Afrique, le magazine des femmes dynamiques de notre continent, a tout de suite demandé à faire plus ample connaissance avec les quatre wafawomen. Toutes ont accepté. Nous leur disons ici un grand merci. Les entretiens qu'elles nous ont accordés, l'un collectif, les autres individualisés, permettent d'une part de



Les 4 wafawomen avec le PDG d'Attijariwafa bank

suivre leur brillant parcours professionnel vers le sommet de carrière le plus fermé aux femmes.

D'autre part, et c'est peut-être le plus instructif, les lecteurs et surtout les lectrices découvriront une banque qui a manifestement fait sienne l'apophtegme de l'écrivain français Stendhal selon lequel «l'admission de la femme à l'égalité parfaite serait la marque la plus sûre de la civilisation (car elle doublerait la force du genre humain)». Voyez : sur les quelques 15 300 employés de d'AWB, 40% sont des femmes; 37% des cadres d'AWB le sont aussi; on l'a vu, cinq femmes siègent au Comité de Direction et de Coordination, soit 17% de l'effectif de ce comité ; et un très grand nombre de femmes dirigent les agences et filiales d'AWB. Quelle banque dit mieux, au Maroc, en Afrique, et même dans le monde ?

Pour pleinement mesurer l'exploit, il faut en apprécier l'accélération, sachant qu'il y a encore une à deux décennies, les portes de la hiérarchie bancaire étaient toutes hermétiquement closes aux femmes marocaines.

Principal artisan de cette entrée en force des femmes, El Kettani, le PDG d'AWB. Pour cela, il a reçu l'an dernier, lors de la journée internationale des femmes, le trophée « Fez Golden Gate » dans la catégorie « Economie ». Les organisatrices de ce trophée ont ainsi salué le rôle du PDG d'AWB

en faveur de l'émancipation des femmes au Maroc.

Rien n'a pourtant été aisément donné aux quatre wafawomen. Chacune a travaillé dur pour arriver à la position directoriale qu'elle occupe. «Travail et effort personnels » sont pour Leila Mamou des valeurs sacrées. Saloua Benmehrez a pour maxime: « passion et rigueur dans le travail ». En écho, Samira Khamlichi, a cultivé « l'amour du travail bien fait et la persévérance ».

Dans un univers de la finance, qui est l'océan de requins que l'on sait, où chacun joue en solo des coudes pour avancer au détriment des autres, les wafawomen apportent comme un souffle d'humanité car elles privilégient la réussite collective : notre mission consiste «à manager les hommes et les femmes pour des objectifs communs», dit en substance Leila Mamou.

Les quatre wafawomen ne sont-elles pas des modèles pour la jeunesse marocaine ? Toutes les jeunes filles d'Afrique ne pourraient-elles s'inspirer de leur réussite, de leur valeur, de leur maxime ? A celles de ces dernières qui voudraient s'engager dans une carrière bancaire, les wafawomen donnent le conseil et l'encouragement qui stimulent : « Ne ménager aucun effort, ayez de l'audace, de la persévérance » ; « ayez confiance en vous », «soyez sûre de vous, devenez le porte-flambeau de la femme africaine moderne ».

INVITÉES DU MOIS

L'exceptionnel succès des récentes années d'AWB coïncide avec la montée des femmes au sein de ce groupe. Est-ce un hasard? Celles-ci n'y ont-elles pas notablement contribué? Si AWB est aujourd'hui le 6e groupe financier africain, s'il a pu séduire 700 000 nouveaux clients en 2012, c'est pour une large part, grâce aux wafawomen, terme qui désigne, au-delà des quatre directrices dont il s'agit dans cet article, l'ensemble du personnel féminin d'AWB.

En cinq ans, entre 2006 et 2011, le groupe AWB a réussi une fulgurante expansion en Afrique. Pour cela, il mérite d'être véritablement appelé « banque panafricaine ». Nous qui, à Femmes d'Afrique magazine, sommes aussi des panafricains, nous en réjouissons. L'orientation panafricaine d'AWB est une vision stratégique admirable de son PDG. C'est un investissement opportun, au moment où la crise en zone euro dure, et durera encore, y limitant l'horizon d'AWB, alors que l'Afrique offre des espoirs illimités de croissance, avec bientôt deux milliards d'habitants, les plus jeunes du monde, et quantités de ressources de toutes sortes.

Voici quelques moments clés de cette expansion panafricaine d'AWB qui donne le tournis. 2006 : en juillet, AWB s'installe au Sénégal. 2007, en janvier, AWB s'empare de 67% de la Banque Sénégal-Tunisienne puis fusionne celle-ci avec AWB. 2008 : en avril, AWB acquiert 79% de la banque CBAO-Sénégal, laquelle fusionne en décembre avec AWB. Entre temps, en novembre, AWB devient majoritaire de la Banque Internationale pour le Mali, en y prenant 51% des parts du capital. L'acquisition et la fusion avec la CBAO soit dit en passant, ouvre grande la porte de la Guinée Bissau à AWB.

S'étant implanté en Afrique occidentale, AWB jette son dévolu sur l'Afrique centrale. 2009 : septembre-décembre, AWB avale le Crédit du Congo et l'Union Gabonaise de Banque. En avril 2011, AWB prend le contrôle de 51% de la Société Commerciale de Banque du Cameroun.

Il faut ajouter qu'en 2009, AWB acquiert en Côte d'Ivoire, la Société Ivoirienne de Banque, et au Sénégal, le Crédit du Sénégal. En 2010, AWB s'associe au Groupe Banque Populaire pour acquérir 80% de la banque BNP Paribas de Mauritanie, laquelle devient Attijari Bank Mauritanie. En cette même année 2010, AWB lance ses activités au Burkina Faso.

AWB est-elle une banque toute puissante? D'où lui vient cet appétit insatiable? D'où proviennent les fonds pour une expansion

aussi fulgurante que tentaculaire? Plus généralement, le système financier marocain est-il si solide et capable? Ici n'est pas lieu de répondre à ces questions. Pour ceux et celles qui en voudraient en savoir plus, nous renvoyons au rapport du Professeur Khalid Hammes, Vice Doyen de l'Université Mohamed V. Publié en mai 2006 par le Haut Commissariat au Plan du Maroc, et intitulé Le Système Financier Marocain – Prospective « Maroc 2030 », ce rapport quoique quelque peu daté, expose avec clarté les forces et les faiblesses du système financier marocain.

Les questions posées tout à l'heure visent juste à attirer l'attention sur une réalité de l'expansion africaine d'AWB : celle-ci se déploie exclusivement en Afrique du franc CFA, de la zone franc, c'est-à-dire, dans les pays dont la banque centrale est soit la BCEAO : les pays CFA d'Afrique de l'Ouest ; soit la BEAC : les pays CFA d'Afrique centrale. Pourquoi une banque marocaine comme AWB a-t-elle plus de facilité pour s'implanter dans ces pays CFA?

Une des quatre wafawomen donne un premier élément de réponse : le secteur bancaire marocain est soutenu « par une politique proactive de la banque centrale du Maroc, la Bank Al Maghrib ». Est-ce à dire que la BEAC et la BCEAO sont elles, incapables de mener elles-aussi une « politique proactive » pour soutenir les banques des pays que couvrent ces deux banques centrales? La réponse est « oui », strictement oui, en théorie et en pratique.

Incapacité qui saute aux yeux quand on observe d'une part la composition de l'actif de ces deux banques et surtout, d'autre part, l'évolution du total de leur bilan. Celle-ci est un encéphalogramme plat, même durant ces dernières années de grave crise économique, alors que dans le même temps, le total du bilan de la Banque centrale du Maroc et encore plus celui des banques centrales des USA, de Grande-Bretagne, d'Europe et du Japon on explosé, dans des opérations d'hyperstimulation de leurs économies, de leurs systèmes bancaires.

Avec l'aide directe ou indirecte de la Banque centrale du Maroc, une banque marocaine peut très rapidement s'implanter dans les pays CFA d'Afrique. Pourrait-on, par réciprocity voir une banque de ces pays s'implanter au Maroc? Objectivement, en l'état actuel des choses et de la zone franc, cela est impossible.

Second élément de réponse, il faut se souvenir que le Maroc fit lui-aussi partie de la zone franc. Mais après le 2 mars 1956, qui mit fin au protectorat qu'avait instauré la

France sur le sultanat du Maroc en 1912, le Maroc devint indépendant et le souverain convertit son titre de sultan en celui de roi sous le nom de Mohammed V. Ce grand patriote africain, l'homme de « Groupe de Casablanca » de janvier 1961, annonce le 7 mars 1956 à son peuple le retour à l'indépendance, à la souveraineté nationale. Il sait très bien que cette souveraineté ne peut seulement être politique. Elle doit aller de pair, nécessairement, avec la souveraineté monétaire.

Dès 1958, sous l'égide du Roi, le gouvernement marocain entame les actions pour forcer la France à abandonner à la Banque d'Etat du Maroc, le privilège de l'émission monétaire. En juillet 1959, la Banque du Maroc, nouvelle banque centrale du Maroc est créée, en remplacement de la Banque d'Etat du Maroc. Pour encore plus signifier la souveraineté du Maroc, l'Etat marocain adopte en octobre 1959, une nouvelle unité monétaire : le dirham. En 1974, les autorités monétaires marocaines émettent le centime qui remplace définitivement le franc comme fraction du dirham.

En mars 1987, la Banque du Maroc, banque centrale de ce pays, change de dénomination et adopte le nom officiel de « Bank Al-Maghrib ». La même année, le Maroc crée un complexe industriel, Dar As-Sikkah, pour fabriquer les billets de banque et frapper les pièces de monnaie du Maroc. Une fois de plus, tout ceci contraste radicalement avec les pays CFA d'Afrique dont les billets de banques et les pièces de monnaies sont, plus de soixante ans après leur indépendance, fabriqués exclusivement par la France, en France, par des entreprises françaises, dans des conditions qu'ignorent même les autorités monétaires des pays africains concernés. Sur les billets de banque et les pièces de franc CFA, la France ponctionne un gros droit de seigneurage, impensable au Maroc.

« C'est une expansion qui confirme les ambitions du Groupe Attijariwafa bank à vouloir rester le premier acteur panafricain, et qui constitue aussi un relais de croissance dans le contexte marqué par la crise au niveau de la zone euro et ses répercussions sur l'activité au Maroc », répond une des quatre wafawomen à une question sur cette expansion. C'est une forme de patriotisme qui tire ses racines de la Bank Al-Maghrib. « C'est également une très belle fierté pour nous en tant que salariés du Groupe (AWB) ». En effet, il y a des raisons de fierté d'être femme et de participer à la belle aventure expansive du groupe Attijariwafa bank. Assurément, les wafawomen ont le vent en poupe.

INTERVIEW COMMUNE

Samira Khamlichi, Directeur Général, Wafacash

Saloua Benmehrez, Directeur Exécutif, Communication du groupe AWB

Laila Mamou, Présidente du Directoire Wafasalaf

Vous participez au Congrès international des Femmes chefs d'entreprise Mondiales, dont la 61e édition s'est tenue à Marrakech du 25 au 29 septembre 2013. Quelles sont les raisons de votre participation ?

Saloua Benmehrez- Attijariwafa bank soutient toute initiative visant à promouvoir l'entrepreneuriat de manière générale, et à fortiori, l'entrepreneuriat féminin. Il était donc tout naturel que le Groupe soit présent à cette manifestation d'envergure internationale. De plus, ma présence, aux côtés de mes collègues ayant toutes, des postes de responsabilité au sein de notre Groupe, me semble tout à fait naturelle. Elle illustre, de manière concrète, l'engagement d'Attijariwafa bank en faveur de la promotion de la femme compétente et expérimentée, à travers tous les échelons, jusqu'au sein de ses instances dirigeantes.

Leila Mamou- *Ma participation à ce congrès, s'inscrit dans la continuité des actions sur lesquelles je milite auprès de l'Association des Femmes chefs d'entreprise au Maroc. Toute femme entrepreneur et engagée dans le combat pour l'intégration de la femme dans le développement, ne peut manquer un point de rencontre de cette envergure. Une richesse cer-*

taine est acquise à l'échange avec les femmes présentes, sur les synergies et les opportunités d'affaires possibles entre nos pays en progression, grâce à la contribution des femmes.

Samira Khamlichi- Je tiens tout d'abord à remercier l'AFEM pour cette nouvelle édition du Congrès international des femmes chefs d'Entreprise qui se veut une initiative confirmant le processus d'intégration de la femme marocaine en tant qu'acteur actif dans le développement socio-économique du pays. Quant à ma participation au congrès, elle reste motivée, à l'image de toutes les femmes présentes, par la recherche d'un échange et d'un partage d'expériences qui pourraient donner lieu éventuellement à des opportunités d'affaires.

Le thème de cette conférence est: «Femmes Entrepreneures : des valeurs sûres pour une performance durable». Quel est l'intérêt d'Attijariwafa Bank pour un tel thème ?

SB- Le Top Management du Groupe Attijariwafa bank, avec à sa tête le président Mohamed El Kettani, est convaincu qu'il ne peut y avoir de performance durable au sein de l'entreprise, sans une implication plus forte de la femme,



dans toutes les filières métier ainsi que dans les organes de décision. D'ailleurs, l'un des critères mondialement reconnus en matière de Responsabilité sociale et environnementale est bien le taux de présence de la femme aux postes de responsabilité et dans les instances de gouvernance de l'entreprise. Sur ce registre, Attijariwafa bank se distingue puisque 40 % de ses effectifs sont des femmes, 37% de ses cadres sont des femmes et 5 membres du Comité de Direction et de Coordination sont des femmes parmi les 29 membres qui le constituent. L'intérêt d'Attijariwafa bank pour cette thématique est tout naturellement justifié et l'expérience de la Banque dans ce domaine peut être citée en exemple.

LM- *Le groupe Attijariwafa Bank est conscient de l'importance de la mixité et du rôle déterminant que jouent les femmes au sein de son organisation. En effet, de nombreux*

INVITÉES DU MOIS



Laila Mamou

postes de responsabilité et de direction de filiales sont confiés à des femmes leur permettant ainsi de jouer pleinement leur rôle d'entrepreneure.

SK- Aujourd'hui la recherche de la performance durable est le premier objectif des grandes entreprises. Notre groupe, Attijariwafa bank en est une. Or, la recherche de la performance durable implique la performance sociale, c'est-à-dire la place des Hommes dans l'entreprise.

Parlez-nous de la Banque Attijariwafa bank. Quelles caractéristiques la distinguent des autres banques marocaines ?

SB- La Banque fait partie du Groupe Attijariwafa bank qui jouit de la proximité des citoyens marocains, partout à travers le Royaume, grâce au plus large réseau d'agences du royaume : 2424 agences à juin 2013, servant même les régions les plus reculées. À ce titre je soulignerai que le Groupe a mis en place un concept novateur permettant à une frange de la population à bas revenus, jusque-là exclue du système bancaire, d'accéder aux services bancaires de base, et ce, à travers le réseau de sa filiale Wafacash.

La Banque couvre une palette très large des lignes de métiers, des plus basiques aux plus sophistiquées, en réunissant toutes les expertises, ce qui fait d'elle une banque universelle au service de tous les citoyens, quelle que soit leur catégorie socio-professionnelle. Mais Attijariwafa bank n'est pas seulement une banque marocaine, elle est également une banque panafricaine qui œuvre pour une plus grande intégration régionale, à l'échelle du Maghreb et de l'Afrique sub-saharienne. Le succès de son modèle de banque universelle au Maroc l'a incité à le transposer dans les pays d'implantation, tout en veillant au respect des spécificités locales. Telle est la clé de notre succès.

LM- De par sa présence en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, Attijariwafa bank s'affirme en tant qu'acteur régional de référence. Les forces vives du Groupe sont ses collaborateurs hommes et femmes, tous mobilisés chaque jour, et animés par des valeurs d'engagement, d'éthique et de solidarité.

SK- Moi je dirai sans réfléchir : sa dimension sociale et sociétale

Quels challenges avez-vous franchis pour arriver au poste de responsabilité qui est le vôtre aujourd'hui au sein d'Attijariwafa bank ?

SB- Je dirais que mon parcours est assez original. J'ai entamé ma carrière dans l'informatique puisque j'ai piloté, durant 10 ans, le chantier de l'informatisation des activités des marchés financiers. J'ai ensuite été Directeur en charge de l'Organisation et du Reengineering des

Process, avant d'être nommée, en janvier 2012, Directrice Exécutive en charge de la Communication Groupe. Attijariwafa bank m'a toujours fait confiance tout en m'offrant l'opportunité de découvrir de nouveaux horizons. Ma devise à moi a toujours été : « la passion et la rigueur dans le travail ». À partir de là, les choses sont venues quasi naturellement, mes évolutions étaient presque évidentes tellement elles se sont offertes à moi.

LM- Je suis convaincue que le travail et l'effort personnel doivent être érigés au rang de valeurs sacrées. Une personne déterminée qui croit en ses projets et qui met en avant toute l'énergie nécessaire pour les atteindre, est certaine d'avancer. Mon ascension au sein du Groupe est également le fruit de collaborations fructueuses avec des équipes partageant ces mêmes valeurs et devenues tout naturellement mes relais en entreprise.

SK- Les vrais challenges sont ceux que l'on se fixe et pour ma part, j'ai toujours essayé de me donner les moyens de réussir mes missions dans les meilleures conditions. Implication, conviction, amour du travail bien fait, persévérance, respect et régularité sont mes leit-motifs.

Comment décririez-vous la politique d'Attijariwafa bank à l'égard de son personnel féminin ?

SB- La politique de gestion des hommes et des femmes au sein du Groupe Attijariwafa bank n'intègre aucun critère de discrimination, sous quelque forme que ce soit. Les femmes d'Attijariwafa bank ont

toujours bénéficié des opportunités qu'offre la banque en termes d'emplois et de postes de responsabilité. 40 % de l'effectif est féminin, 37 % des cadres sont femmes et 5 femmes siègent au comité de direction et de coordination parmi les 29 membres. Autant d'indicateurs qui confirment l'importance de la place de la femme dans la gestion du capital humain de la banque, basée essentiellement sur l'équité et la méritocratie.

LM- Il n'y a pas de politique distincte qui soit spécifiquement adoptée à l'égard des femmes, la culture du Groupe est animée par des valeurs qui prônent l'esprit d'équité et de méritocratie. Ces valeurs sont communes aux hommes et femmes qui sont engagés au quotidien pour asseoir la position du groupe et soutenir sa croissance. Dans ce sens, le Groupe veille à la représentativité de la femme à différents échelons de son organisation, convaincu des bénéfices et de la richesse issus de la mixité.

SK- Attijariwafa bank, a compris depuis longtemps que pour avancer, il fallait associer la femme en tant que levier de croissance et créateur de valeur. Les organisations internes du groupe montrent bien que la responsabilité n'est pas uniquement masculine, mais également féminine. Il en est de même pour sa relation avec ses clientes et partenaires qui bénéficient d'une attention particulière.

Entre les hommes et les femmes qui travaillent avec vous ou sous votre autorité, avec quel groupe rencontrez-vous le moins de difficultés ?

SB- J'ai autant de plaisir et de facilité à travailler avec les hommes qu'avec les femmes et je rajouterais aussi, avec les jeunes et les moins jeunes. Chaque genre et chaque âge apporte une forme de contribution différente, mais tout aussi importante, pour la bonne marche d'une structure. Je reste convaincue que la richesse se crée à travers la diversité des genres, des âges et des cultures.

LM- Un manager est avant tout un meneur d'Hommes. Cela se traduit par des aptitudes d'adaptation à son environnement et de conciliation avec les équipes, hommes ou femmes, qui l'entourent afin de converger vers des objectifs communs.

SK- Je ne fais aucune différence entre mes collaborateurs. Je suis autant exigeante avec les hommes qu'avec les femmes. Tout ce qui m'importe c'est que nous puissions construire et réaliser nos objectifs dans les meilleures conditions.

Le groupe Attijariwafa Bank est en pleine expansion en Afrique au sud du Sahara. Que pensez-vous de cette expansion ?

SB- Comme je l'ai déjà dit plus haut, notre expansion en Afrique subsaharienne s'est imposée à nous de manière tout à fait naturelle, car elle s'inscrit dans le prolongement de notre stratégie et de notre vision. Elle est motivée par une ferme volonté de rapprocher les opérateurs africains entre eux, de dégager des synergies entre les économies de la région, de favoriser l'inclusion financière. Quand un groupe comme Attijariwafa bank est leader dans son pays grâce à un

business modèle performant qui a fait ses preuves, il est naturel de le transposer vers des pays présentant des similitudes sociales, sociétales, culturelles et économiques.

LM- Dans le cadre de sa stratégie de développement à l'international, avec une présence géographique marquée en Afrique sub-saharienne, le groupe Attijariwafa Bank se veut d'accompagner l'émergence socio-économique de la région, par la proposition de services financiers adaptés. Wafasalaf, s'inscrit également dans cette lignée. En effet, après un transfert d'expertise réussi dans deux filiales africaines du groupe, Wafasalaf, confirme aujourd'hui une réelle volonté de développement du crédit à la consommation en Afrique.

SK- C'est une expansion qui confirme les ambitions du Groupe Attijariwafa bank à vouloir rester le premier acteur panafricain, et qui constitue aussi un relais de croissance dans un contexte marqué par la crise au niveau de la zone euro et ses répercussions sur l'activité au Maroc. C'est également une très belle fierté pour nous en tant que salariés du Groupe de voir cette belle évolution et en même temps, de vivre une très belle opportunité de développement tant pour notre Groupe que pour nous en tant que collaborateurs.

Si l'on vous proposait d'aller travailler en Afrique au sud du Sahara, l'accepteriez-vous ? Si oui, quels pays auraient votre préférence ? Pour quelles raisons ?

SB- J'ai toujours été ouverte aux propositions qui m'ont été faites et surtout quand elles m'offrent de

INVITÉES DU MOIS



Samira Khamlichi

nouvelles perspectives et de nouveaux horizons. Alors pourquoi changerais-je ?

LM- *À la quête de nouveaux challenges et dans un esprit d'accomplissement de soi, je reste ouverte aux diverses propositions qui pourront s'inscrire dans une logique d'enrichissement personnel et professionnel.*

SK- Je dirais pourquoi pas même si, du fait des contraintes familiales, cela sera difficile. Vous savez ce qui m'importe c'est que je puisse faire un métier où je puisse m'épanouir et que je puisse trouver un équilibre entre ma vie personnelle et professionnelle. Quant aux pays, je n'ai franchement aucune préférence, car je me sentirais chez moi là où je serais.

Dans quels pays n'iriez-vous pas du tout travailler ? Pourquoi ?

SB- Il ne faut jamais dire « jamais ». C'est ce que la vie m'a appris.

LM- *Aucun en particulier, sauf contexte géopolitique incertain, qui risquerait de compromettre l'intégrité et la sécurité de ma famille.*

SK- Dans tout pays où les droits de la femme ne sont pas respectés.

Depuis que vous travaillez dans la banque au Maroc, quelles évolutions avez-vous observées dans le regard de la société marocaine sur les femmes qui exercent le métier de la banque ?

SB- Je n'ai pas l'impression que le regard de la société marocaine est différent pour les femmes exerçant dans les banques. Aujourd'hui, on trouve des femmes marocaines actives dans tous les secteurs d'activité, même ceux qui peuvent parfois sembler peu appropriés à la gent féminine, eu égard aux efforts physiques ou aux risques qu'ils engendrent. La société marocaine a depuis longtemps intégré les femmes parmi ses ressources les plus précieuses et a reconnu amplement leurs compétences. Sa Majesté le roi Mohammed VI, que Dieu le glorifie, avait dit dans son discours du 20 août 1999 : « Comment espérer atteindre le progrès et la prospérité alors que les femmes, qui constituent la moitié de la société, voient leurs intérêts bafoués, sans tenir compte des droits par lesquels notre Sainte Religion les a mises sur un pied d'égalité avec les hommes, des droits qui correspondent à leur noble mission; leur rendant justice contre toute iniquité ou violence dont elles pourraient être victimes, alors même qu'elles ont atteint un niveau qui leur permet de rivaliser avec les hommes, que ce soit dans le domaine de la science ou de l'emploi ? ».

LM- *Les évolutions et transformations profondes qu'a connues notre pays, ont confirmé la nécessité d'as-*

surer une place égale aux hommes et aux femmes en milieu professionnel. La progression du nombre de femmes actives en est un exemple indéniable. Si des questionnements persistaient quant à l'aptitude des femmes à exercer des fonctions similaires à celles des hommes, c'est aujourd'hui intégré dans les mœurs.

SK- Il faut dire que les années 1990 ont été marquées par une amélioration du regard de la société toute entière par rapport à la femme que ce soit du point de vue perception, attitude ou opinion. La nouvelle constitution marocaine de 2011 a marqué aussi une grande avancée par rapport aux droits des femmes et à leurs rôles au sein de la société. Les femmes marocaines ont fait un très beau travail qui leur vaut aujourd'hui le respect de la gente masculine. Le secteur bancaire marocain a été précurseur en la matière et a toujours essayé de favoriser la mixité parmi ses équipes, c'est sa vraie richesse.

Comment se porte aujourd'hui le secteur bancaire marocain? Quelles en sont les perspectives ?

SB- Le secteur bancaire marocain fait preuve d'une résilience remarquable malgré les mutations que connaît la région sur les plans politique, social et économique. Ainsi, au cours des trois dernières années, le secteur a réalisé une croissance appréciable, soutenue par une politique proactive de la banque centrale, Bank Al Maghrib, notamment au niveau de la gestion des liquidités. Les banques marocaines ont mis le cap sur la bancarisation et aujourd'hui, près de la

moitié de la population marocaine est bancarisée. Parallèlement, les banques marocaines poursuivent leurs efforts de convergence des normes prudentielles telles qu'elles sont fixées par l'approche avancée de Bâle II et dans la perspective d'un basculement vers les règles de Bâle III. Une stratégie qui s'avère payante, car le Maroc dispose aujourd'hui d'un secteur bancaire sain et solide, à même de réaliser un effort de provisionnement suffisant pour contrecarrer la montée des risques liés à la dégradation de la conjoncture, sans compromettre ses résultats.

Pour accompagner le développement de la région et répondre aux attentes de toutes les catégories de clientèle, les banques marocaines déploient des efforts continus pour renforcer le financement de l'économie, notamment à travers la réalisation de projets structurants, mais aussi à travers une plus grande inclusion financière et une diversification accrue des instruments de financement en faveur de la petite et moyenne entreprise (PME) et la très petite entreprise (TPE). Elles font également preuve d'une grande innovation pour enrichir leur offre et diversifier les systèmes de paiement grâce à la monétique. Toutes ces expertises développées sur le marché local gagnent à être transposées dans la région pour favoriser le développement de notre continent et la prospérité de la population africaine qui est restée trop longtemps marginalisée.

LM- En dépit d'une conjoncture

internationale défavorable, les indicateurs sectoriels attestent dans leur ensemble de la bonne santé du secteur bancaire marocain avec des perspectives d'expansion en 2013. En plus des efforts fournis par les banques pour se mettre à l'abri des risques, l'État a imposé un certain nombre de conditions dans l'objectif d'assurer la stabilité du marché et de l'économie en général. Plusieurs secteurs tels que le tourisme et l'aviation devront attirer davantage d'investissements étrangers en 2013, ce qui, joint à la diversification des activités dans de nouveaux marchés africains devraient insuffler une

"La nouvelle constitution marocaine de 2011 a marqué aussi une grande avancée par rapport aux droits des femmes et à leurs rôles au sein de la société"

nouvelle dynamique dans le secteur.

SK- Dans un contexte marqué par l'incertitude des marchés financiers internationaux, le secteur bancaire marocain a enregistré une tendance favorable au cours de ces 3 dernières années et se trouve au niveau des standards internationaux dans plusieurs domaines d'activité. Un système de régulation prudente lui a per-

mis de monter une résilience à la crise. Aujourd'hui, les Banques marocaines pour assurer un développement durable, doivent miser sur l'innovation, le développement des produits pour les personnes à faibles revenus et aussi, sur le renforcement de leur présence au niveau des marchés internationaux et notamment africains.

Si une jeune fille qui envisage une carrière dans la banque venait vous demander des conseils, que lui diriez-vous ?

SB- Allez-y et ne ménagez aucun effort. Quelque soit votre activité, quel que soit votre profil, gardez à l'esprit que pour avancer dans la vie, il faut être audacieux, persévérant, généreux et donner le meilleur de soi-même. En retour, vous ne pouvez que recevoir le meilleur des autres.

LM- Je lui conseillerais d'être déterminée dans sa quête d'apprentissage et d'évolution. D'avoir confiance en elle et en ses capacités. Car c'est en ayant confiance en soi, en ses idées et en son travail qu'on conserve sa motivation et qu'on inspire confiance aux autres. Je lui conseillerais également d'être patiente, car une carrière dans la banque se construit dans la durée.

SK- Bienvenue, soyez sûre de vous, car nos pays ont besoin de vous pour porter haut et fort le flambeau de la femme Africaine.

*Propos recueillis par
Samirat Ntiaze*

MADAME SAMIRA KHAMLI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE WAFACASH

"Les femmes marocaines ont fait un très beau travail qui leur vaut aujourd'hui le respect de la gente masculine"



Vous êtes Directrice Générale de Wafacash sur le site Internet officiel duquel on lit que Wafacash est le « leader sur le marché des transferts internationaux ». Expliquez-nous cela.

Tout d'abord, je voudrais vous préciser que Wafacash a été la première société à ouvrir le Marché Marocain aux opérateurs internationaux de transferts de fonds, et ce, à travers la signature d'un contrat de partenariat avec Western Union en 1995.

Cette devancée historique, a permis-entre autres- à Wafacash de disposer de parts de marché très confortables sur les principaux segments de cette activité.

Depuis 2010, Wafacash a ouvert son réseau à quatre autres opérateurs internationaux à savoir, Moneygram, RIA, Santander Envios et SIGUE (ex Coinstar).

Quels sont le chiffre d'affaires et le taux de profit de Wafacash ? Et que représentent en pourcentage ces chiffres par rapport à l'ensemble du Groupe Attijariwafa Bank ?

Le chiffre d'affaires de Wafacash s'est situé autour de 370 millions de Dh pour l'année 2012 soit près de 45 millions de Dollars US. Il est en évolution de +20% par rapport à 2011 et représente une contribution en nette évolution dans les réalisations du Groupe Attijariwafa bank.

Quelle part de votre chiffre d'affaires réalisez-vous avec l'international ?

Grâce à notre politique de diversification des produits et services entamée depuis 2006, la quote-part des transferts internationaux est aujourd'hui de l'ordre de 30%. Ceci nous a permis de réduire notre dépendance vis à vis du marché international du transfert.

Au Maroc, qui sont les principaux concurrents de Wafacash et quelle est l'intensité de la compétition entre Wafacash et ces derniers ?

Le business modèle de Wafacash est unique au Maroc. Néanmoins, nous sommes confrontés dans le métier de Cash à une vive concurrence qui est très diversifiée puisque nos concurrents sont autant les banques, les bureaux de poste, les sociétés de Transferts de fonds, les bureaux de Change....etc C'est l'existence d'un marché fort concurrentiel qui donne sens à nos défis et challenges et qui nous pousse à être toujours dans l'innovation et la créativité.

Au niveau national au Maroc, quelle est l'implantation de Wafacash, et quels investissements mène Wafacash pour maintenir ou accroître celle-ci ?

Nous avons l'un des réseaux les plus larges en matière de transfert de fonds, celui-ci dépasse aujourd'hui les 1100 points de vente qui sont implantés partout à travers le pays autant dans les milieux urbains, rural que semi rural. Notre politique d'expansion tient compte de l'évolution du Marché et de la proximité par rapport à notre clientèle. C'est pourquoi dans nos plans de développement et d'implantation, nous portons une attention particulière aux zones enclavées et nous essayons autant que possible de participer au désenclavement des zones les plus reculées du pays. Notre budget d'investissement annuel se compte en millions de dirhams et reste fonction d'une part, d'un certain nombre de critères socio- économiques et d'autre part de toutes les avancées technologiques que peut connaître notre secteur d'acti-



tivité. Nous avons une obligation de rester au top des standards internationaux et d'être précurseur dans notre domaine de compétence.

Quels produits offrez-vous à votre clientèle ?

La gamme offerte est assez diversifiée. En effet, outre le Transfert International, nous offrons Cash Express, notre service de Transfert domestique, le Change Manuel, Floussy qui est un véritable porte monnaie électronique, Pay Cash pour les Encaissements en Espèces, les Recharges Téléphoniques et enfin, et surtout La Banque Economique avec Hissab Bikhir. Grâce à l'appui de notre maison mère Attijariwafa bank , nous avons pu lancer Hissab Bikhir en 2009 et nous avons permis à une clientèle non bancarisée de pouvoir disposer d'un compte bancaire simple et offrant un certain nombre d'avantages. Des centaines de milliers de clients ont été bancarisés, ce qui nous permet de contribuer de façon effective à la réduction de l'exclusion financière dans notre pays.

Les Africains se plaignent souvent d'énormes frais que leur coûtent les transferts d'argent. Ces plaintes sont-elles fondées ? Si elles le sont, que faire pour diminuer les frais ?

La problématique des coûts élevés existe depuis très longtemps et reste une préoccupation de tous les migrants dans le monde. Le renforcement du nombre

d'opérateurs internationaux offrant les services de transfert d'argent a permis de créer une concurrence acharnée qui a eu pour conséquence de revoir à la baisse les commissions prélevées aux clients. D'un autre côté, ces opérateurs subissent une pression forte tant par la banque mondiale que par les pays à forte immigration afin de continuer sur cette lancée baissière. Nous avons ainsi pu constater que des efforts ont été faits mais je suis sûre qu'il reste beaucoup de choses à faire encore ; et l'une des solutions serait l'utilisation des nouvelles technologies pour diversifier les canaux d'émissions et de distributions tels que le web, le mobile,.....etc.

Que pensez-vous d'une entreprise comme TawiPay, dont les auteurs ont écrit un article dans Hommes d'Afrique de septembre 2013, et qui veut réduire ces frais en fournissant au public plus d'informations et de transparence sur les sociétés ?

Tawipay est un nouveau site qui offre aux consommateurs la possibilité de comparer les coûts des transferts existants sur le marché. La question à se poser est de savoir si le consommateur qui veut envoyer de l'argent à sa famille a accès à ce site et comment cette start-up compte communiquer et informer les migrants?

Vous savez, le plus important pour ces migrants c'est que les coûts facturés par les opérateurs internationaux soient les plus bas possible.

PayPal, qui est une branche de l'entreprise d'e-commerce ebay, et qui, comme Wafacash exerce un métier du cash, a lancé depuis la semaine dernière, une activité de prêt aux petites et moyennes entreprises. Wafacash peut-elle envisager une telle diversification ?

Nous ne pouvons pas comparer Paypal et Wafacash car si Paypal est dans le virtuel à 100%, Wafacash est dans le cash (physique) à 100%. Notre business modèle est orienté vers la clientèle de masse et non vers les entreprises. Des départements spécifiques et spécialisés dans ces domaines d'activité existent au niveau de la maison mère Attijariwafa bank et ils font de l'excellent travail. Toutefois, le Marché marocain est en pleine mutation, rien n'empêche d'ouvrir la réflexion à de tels projets dans le futur notamment pour le micro-crédit.

Au Maroc, il est possible de recevoir de l'argent transféré de l'étranger et interdit de transférer de l'argent vers l'étranger. Pourquoi ce sens unique ? Une telle situation est-elle tenable sur le long terme ?

Au Maroc, le transfert d'argent vers l'Étranger n'est pas interdit, il est simplement réglementé par l'Office des Changes. Toute personne désirant envoyer de l'argent à l'étranger peut le faire auprès de son guichet bancaire en présentant les pièces justificatives de cet envoi.

À l'ère d'Internet, de la mondialisation et des nouvelles techniques, le transfert d'argent est une activité de plus en plus sophistiquée en software et en hardware. Quelle est la politique Wafacash en matière de nouvelles techniques ?

Suivre l'évolution du Marché, suivre les habitudes du consommateur, être précurseur, figurent parmi les axes de la stratégie de développement de Wafacash. Plusieurs projets se rapportant aux nouveaux canaux de distribution via de nouvelles technologies sont déjà initiés au sein de Wafacash et verront le jour dans les prochains mois. Je pourrais vous en parler à ce moment-là.

MADAME SALOUA BENMEHREZ, DIRECTEUR EXÉCUTIF,
COMMUNICATION DU GROUPE AWB

"Attijariwafa Bank bâtit son plan de développement sur des valeurs de citoyenneté"

Quelles sont les grandes lignes de la communication d'Attijariwafa bank ?

Attijariwafa bank, premier Groupe Bancaire au Maroc et au Maghreb, est aussi un acteur de référence en Afrique Subsaharienne. Il a pour objectifs de promouvoir la bancarisation des citoyens, en favorisant l'inclusion financière, et d'accompagner le développement économique et social des pays d'implantation. Sa communication au sens le plus large vise à informer sur les différentes lignes de métiers qu'il offre et sur les multiples domaines d'expertise qu'il couvre ainsi que sur les différentes régions de présence, actuellement au nombre de 22 pays. D'autre part, Attijariwafa bank bâtit son plan de développement sur des valeurs de citoyenneté. Plusieurs actions sont conduites de manière structurée, au service de la société civile dans toutes ses dimensions, et plus particulièrement dans le domaine de l'éducation, de l'art et de la culture. C'est dans ce sens que le Groupe est également fier de communiquer sur sa responsabilité sociale et sociétale.

Comment formuleriez-vous le message principal qu'Attijariwafa bank veut communiquer au public ?

Attijariwafa bank est le premier groupe bancaire et financier du Maghreb et de la région UEMOA



(Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) et un acteur de référence de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale). Leader dans tous les métiers financiers, Attijariwafa bank soutient la croissance économique et le développement social dans les 22 pays où il est présent.

Quel est le canal le plus approprié pour communiquer ce message ?

Il n'existe pas un canal idoine pour nous exprimer. Aujourd'hui, nos actions sur le terrain sont sans doute, celles qui parlent le mieux de nos compétences et de notre savoir-faire et de notre responsabilité sociale. Mais disons que pour chaque campagne ou message à véhiculer, nous concevons le dis-

positif le plus approprié en nous appuyant sur les médias classiques ou encore le hors média, à travers les événements que nous organisons ou d'autres que nous sponsorisons.

Quel degré d'importance accorde la direction du groupe Attijariwafa bank à la communication ?

La Direction d'Attijariwafa bank est très impliquée dans les actions de communication du Groupe et veille à la cohérence globale des messages véhiculés, au regard de nos ambitions et de nos valeurs. A ce titre, je tiens à préciser que le Président Mohamed El Kettani accorde une grande importance, non seulement, à la communication externe qui consolide le leadership du Groupe Attijariwafa bank, mais aussi, à la



communication interne qui permet de mobiliser, de motiver et de renforcer l'esprit d'appartenance de ses 16 000 collaborateurs à travers les 22 pays d'implantation.

Pourriez-vous citer deux exemples de campagne de communication d'Attijariwafa bank que vous et la direction du groupe considérez comme les mieux réussies ?

J'aimerais souligner qu'une campagne est évaluée au regard des objectifs fixés. Néanmoins, si nous devons faire notre choix, nous citerons la campagne PME (Petite et Moyenne Entreprise) et TPE (Très Petite Entreprise) lancée en 2012, et la dernière campagne MRE (Marocains Résidents à L'Etranger) de cet été.

Selon vous, quelles ont été les raisons de ce succès ?

Je répondrais l'innovation car les concepts étaient originaux. La campagne PME s'est appuyée sur des témoignages de nos clients qui étaient édifiants et parfois même émouvants et beaucoup de nos clients se sont retrouvés dans ces

propos. Quant à la campagne MRE, elle s'est différenciée par un dispositif de proximité basé essentiellement sur le hors média, avec pour mot d'ordre, la joie et la bonne humeur. Nos compatriotes MRE en visite au Maroc pour leurs vacances d'été étaient naturellement disposés à partager cette joie et ces moments de plaisirs.

Comment Attijariwafa Bank répartit-elle ses ressources entre la communication institutionnelle et la communication ciblée sur des produits ou des services particuliers ?

La communication de Attijariwafa bank répond à des objectifs clairement définis et des besoins identifiés. Elle vient accompagner le lancement des produits et services. Elle sert également à exprimer nos valeurs, nos ambitions et témoigner de notre expertise. Notre organisation en interne répond à cette classification et nos budgets sont évalués au regard de nos ambitions et nos plans d'actions.

Attijariwafa bank ayant une expansion à l'international,

particulièrement en Afrique au sud du Sahara, comment le pôle communication d'Attijariwafa Bank que vous dirigez accompagne-t-il cette expansion ?

La banque s'est organisée autour d'entités centrales, avec une dimension groupe. Ces entités ont déployé un arsenal d'outils et de pratiques qu'elles mettent à la disposition de toutes les filiales bancaires du Groupe. Le pôle communication, pour sa part, a créé un département en son sein en charge de la synergie Groupe qui assure le partage des bonnes pratiques, des normes adoptées et la coordination des actions de communication.

La communication d'Attijariwafa bank contribue-t-elle à l'éducation financière des Marocains ?

Attijariwafa bank, au même titre que toutes les banques marocaines, à travers le GPBM (Groupement Professionnel des Banques Marocaines), participe à un programme d'éducation financière auprès des jeunes, avec la contribution du ministère de l'éducation nationale, de Bank Al Maghrib (la banque centrale) et d'autres institutions financières marocaines.

Sur quoi porteront les prochaines grandes campagnes de communication que prépare Attijariwafa Bank ?

Nos prochaines campagnes accompagneront encore une fois le lancement de nouveaux produits et services et viendront aussi témoigner de notre soutien à nos clients, ainsi que de notre contribution au développement économique et social dans nos pays d'implantation.

LAILA MAMOU, PRÉSIDENTE DU DIRECTOIRE DE WAFASALAF

"Les évolutions et transformations profondes qu'a connues notre pays, ont confirmé la nécessité d'assurer une place égale aux hommes et aux femmes en milieu professionnel"



Wafasalaf est présenté comme leader du marché du crédit à la consommation au Maroc. Quel est le volume de ce marché et quelles sont les atouts qui permettent à Wafasalaf d'occuper cette position ?

Au terme de l'année 2012, Wafasalaf a conforté sa position de leader du crédit à la consommation au Maroc avec une part de marché de 30,5% en encours sains.

Ces réalisations découlent d'une stratégie réfléchie, axée sur la diversification, la différenciation et une organisation totalement intégrée des activités commerce et risque, afin d'assurer une meilleure proximité avec nos clients et partenaires.

Racontez-nous les débuts de l'activité crédit à la consommation au sein d'AttijariWafa Bank.

En 1987, Wafabank créa Wafasalaf, filiale spécialisée dans le crédit à la consommation afin d'élargir l'accès au crédit aux différentes catégories socioprofessionnelles. Ainsi, nous avons été les premiers, en dehors des banques, à octroyer des crédits personnels sans aucune garantie, sinon la domiciliation de salaire. Dès 1990,

nous avons mis en place un système d'octroi de crédit en 1 heure, via un numéro vert. C'était révolutionnaire, au moment où les banques octroyaient des crédits en 3 semaines et ceci, grâce aux premières grilles de score d'octroi.

La fusion entre Wafabank et la BCM opérée en 2003, a permis à Wafasalaf de se positionner comme acteur de référence dans le secteur du crédit à la consommation, position qui s'est vue confirmée après le rachat de Crédor (société de crédit à la consommation).

Ayant pris la tête de la filiale en 2004 et grâce à la politique commerciale dynamique que nous avons engagé, nous avons assuré la redynamisation de nos partenariats et le développement d'activités génératrices de revenus, telles que la Gestion pour Compte, le Providing et les produits d'assurance.

Comment a évolué le marché du crédit à la consommation au Maroc depuis 2004, année à laquelle vous avez pris la tête de Wafasalaf ?

Le marché du crédit à la consommation connaissait un essor significatif, porté

essentiellement par les sociétés de crédit. La progression de ce secteur trouvait son fondement dans la croissance soutenue de la consommation des ménages, jumelée à l'émergence de nouveaux modes de consommation.

Aujourd'hui, le contexte est marqué par une forte pression concurrentielle, avec la montée en puissance des banques qui démontrent d'un intérêt certain pour le crédit aux particuliers et qui bénéficient de ressources moins chères que les sociétés spécialisées.

La crise internationale dont on parle depuis 2008 a-t-elle affecté la consommation et le crédit à la consommation au Maroc ?

Le contexte international fait montre d'une confirmation de la décélération économique initiée en 2008, impactant fortement bon nombre de secteurs d'activité au Maroc.

Cet environnement a eu pour conséquence directe un comportement d'attentisme en termes de consommation des ménages, influençant le recours au crédit à la consommation.

Sur le plan financier, cette morosité économique, a impacté le manque de liquidités et a conduit au renchérissement du coût de l'argent.

Qui sont les clients de Wafasalaf ?

Nos offres de crédit à la consommation s'adressent à tous types de clientèle : salariés, fonctionnaires, professions libérales et commerçants. Nos offres de prêt personnel et crédit renouvelable sont destinées aux particuliers à revenus réguliers et justifiés. Pour nos offres automobiles, celles-ci sont également proposées aux personnes morales (sociétés et loueurs).

Vers quels types de biens et services se répartissent les crédits que vous faites à vos clients ?

Depuis 25 ans, Wafasalaf a acquis une forte expertise et un savoir-faire confirmé dans le secteur du crédit à la consommation



au Maroc, lui permettant de s'adapter aux habitudes et besoins des clients et de proposer une gamme très large en termes de solutions de financement.

Wafasalaf se distingue comme un opérateur multi-produit, offrant des solutions de crédit à la fois en prêt personnel, financement automobile et équipement des ménages.

A fin septembre 2013, les crédits non affectés (prêt personnel et crédit renouvelable) représentent 55% de notre production. Les crédits affectés, le crédit automobile et le crédit équipement des ménages notamment, représentent respectivement 34% et 10% de notre production.

Quelles conditions remplir pour obtenir un prêt de Wafasalaf ?

Les conditions d'obtention d'un prêt auprès de Wafasalaf, s'inscrivent dans le respect des règles prudentielles en vigueur. En outre, nos clients doivent justifier d'une capacité de remboursement se basant sur des revenus réguliers et justifiés.

Les prêts de Wafasalaf intègrent-ils les principes de la finance islamique ?

Nous avons à notre actif une expérience dans la Finance Islamique, avec le produit IJARA qui avait été lancé en 2007. Depuis, l'activité a été relayée par le Groupe Attijariwafa Bank avec la création en 2010, de la filiale DAR ASSAFAA, première société de financement marocaine stricte conforme aux pratiques internationales en matière de finance alternative.

Il nous est, d'autant plus cher à souligner, que le nouveau Directeur Général de DAR ASSAFAA est M. Youssef BAGHDADI, qui remplissait jusque là la fonction de Directeur Général Adjoint de Wafasalaf.

Quel est le chiffre d'affaires de

Wafasalaf et en pourcentage de revenus et de profits, que représente Wafasalaf au sein du groupe Attijariwafa Bank ?

Wafasalaf réalise une production nette de 4 Milliards de Dirhams annuellement et participe à hauteur de 4% du RNPG (Résultat Net Part du Groupe) d'Attijariwafa Bank.

Wafasalaf se positionne en 4ème contributeur au résultat du Groupe, après Attijari, Wafa assurance et Attijari Tunisie.

Quels effets auront sur Wafasalaf les règles de Bâle 3, qui entrent en vigueur dans nombre de pays l'année prochaine ?

De part notre position de leader du crédit à la consommation, nous avons anticipé ce changement de réglementation depuis au moins deux ans. En effet, nous avons instauré un dispositif élargi de surveillance et de maîtrise des risques, par le pilotage de fonds propres, de liquidités et de fonctionnement et par la mise en place de techniques de gestion actif / passif prudentes.

Ces dispositions ont permis de limiter considérablement les impacts.

Quels sont les projets de croissance de Wafasalaf ?

Notre rôle de faiseur de marché, nous impose une écoute constante de nos clients et de nos partenaires afin d'améliorer régulièrement nos outils et nos offres.

Par sa stratégie de diversification, Wafasalaf démontre d'une réelle volonté de développement du crédit à la consommation tant au Maroc qu'en Afrique. S'appuyant sur une expertise confirmée dans la gestion pour compte, Wafasalaf compte renforcer sa position de leader expert dans le domaine de la Gestion pour Compte.

En maintenant une vision centrée client, nous nous assurons d'être continuellement attentifs aux besoins évolutifs de nos clients et partenaires. Notre challenge réside dans la faculté à maintenir la dynamique créative tout en restant accessibles à une clientèle qui exige à la fois de l'innovation et de l'efficacité.

Wafasalaf continuera à renforcer son avance, par une stratégie de développement ayant comme piliers une politique commerciale dynamique, une réelle proximité avec nos clients et partenaires tout en veillant à la maîtrise du risque et au respect de la réglementation.

En dehors de votre vie professionnelle, menez-vous des activités associatives ?

Étant convaincue de l'équilibre certain que le travail associatif apporte au développement de soi et l'importance de mettre ses acquis au service des autres, je suis membre active des associations d'actions citoyennes, telles que Al Jisr et Injaz Al Maghrib qui œuvrent auprès de la jeunesse pour l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs.

Des cadres d'entreprise bénévoles peuvent intervenir dans des établissements scolaires pour animer des programmes, amenant les élèves à créer une junior entreprise et à se préparer aux challenges de la vie active. Ils comprennent ainsi, que la création d'entreprise peut les concerner, qu'ils peuvent construire des projets ambitieux et participer au développement du pays.

Dans ce sens et dans le cadre du partenariat entre Wafasalaf et Injaz Al Maghrib, nous avons procédé à la nomination d'ambassadeurs dont la mission est l'animation et le recrutement de collaborateurs bénévoles pour le déploiement des programmes dans les établissements universitaires publics.

Je suis aussi Secrétaire Général de l'EFE, une association qui œuvre pour l'amélioration de l'employabilité des jeunes à travers des programmes de formation et de sensibilisation adéquats.

Je suis également membre fondateur et Vice présidente du Club Entreprendre, qui ambitionne à démystifier le monde de l'entreprise auprès du grand public en créant un lieu d'échange et de réflexion entre acteurs économiques pour la promotion de l'entrepreneuriat au Maroc. Cela me permet d'apporter mon expérience et mon expertise aux jeunes les moins favorisés et aux femmes et les pousser à faire émerger leurs projets.

NOUFISSA KESSAR RAJI, DIRECTEUR EXÉCUTIF, BANQUE PRIVÉE
ATTIJARI

"Notre vision est orientée client sans objectifs produits"



Depuis quand et pour quelles raisons Attijariwafa bank s'est-elle lancée dans la banque privée ?

Le Private Banking n'est pas un métier récent au sein du groupe Attijariwafa bank.

Nous gérons, depuis plusieurs décennies, les intérêts financiers professionnels et privés de nos clients et avons bâti avec eux une relation solide et durable.

Nous n'adoptons pas de démarche ponctuelle ou à court terme, mais nous nous inscrivons dans un horizon long terme dans une démarche de conseil créateur de valeur ajoutée. Pour preuve, la plupart de nos clients sont présents à travers deux, voire trois générations de familles.

La Banque Privée d'Attijariwafa bank est dotée de moyens humains et matériels aux standards internationaux. Elle est conçue tel un creuset de synergies offrant à ses relations un accès privilégié à l'ensemble des canaux du Groupe tout

en disposant d'une approche dédiée et personnalisée.

Qu'à de spécifique la banque privée, par rapport aux autres activités bancaires ?

La Banque Privée du groupe Attijariwafa bank est une ligne métier exclusivement dédiée au suivi et au conseil de la clientèle Haut de Gamme du Groupe.

Nous adoptons une approche personnalisée et offrons à notre clientèle un accompagnement sur mesure et des solutions couvrant aussi bien les métiers de la Banque au quotidien que ceux de la gestion privée à travers des stratégies patrimoniales spécifiques.

Nous développons continuellement des produits et services adaptés aux besoins de notre clientèle. Nous nous appuyons dans ce sens sur le savoir faire, l'expertise et le leadership avéré des diverses composantes de notre Groupe (Première part de marché sur l'intermédiation boursière, la gestion d'actifs, la

bancassurance, le private equity..) pour mettre au point des réponses sur mesure aux besoins de notre clientèle sur tous les volets de gestion du patrimoine.

Votre clientèle est-elle essentiellement masculine ou féminine ?

En absolu, la proportion masculine est prépondérante. Cependant, nous pensons que par rapport à notre marché, la part féminine dans notre fonds de commerce est plus prononcée du fait de l'importante proportion de familles gérées et de successions patrimoniales par rapport aux individus.

Quel est le chiffre d'affaires de la Banque privée d'AttijariWafa Bank, et en pourcentage de revenus et de profits, que représente la Banque privée d'Attijari au sein du groupe AttijariWafa Bank ?

La Banque Privée d'Attijariwafa bank, n'est pas une structure indépendante. Nous sommes une entité spécialisée intégrée à une banque universelle. Nous agissons de manière transverse aussi bien sur les régions que sur les marchés, et avons de ce fait un impact moteur dans l'optimisation du chiffre d'affaires et de la rentabilité induits par les services bancaires et para-bancaires offerts à nos clients. La Banque Privée se place en booster de performance, aussi bien pour les clients qui nous font confiance, que pour le groupe dans lequel nous évoluons.

Vers quels instruments financiers placez-vous l'argent de vos clients ?

Notre palette est bien large et va du court au long terme en offrant aussi bien des possibilités de garantie de capital et de rendement pour les plus prudents,

que des propositions opportunistes de croissance pour les plus fonceurs.

Notre clientèle bénéficie d'un accompagnement sur mesure. Dépendamment des profils dégagés, nous proposons des solutions qui s'articulent autour de produits allant du simple placement à terme aux plus élaborées des offres d'investissement, en passant par la panoplie des produits de placement en OPCVM, actions, Epargne assurances et produits structurés.

La Banque Privée, à travers sa cellule d'ingénierie et de planification patrimoniale, s'appuie dans ce sens sur le savoir-faire et l'expertise des diverses entités et filiales spécialisées du Groupe ainsi que ses partenariats avec des consultants externes indépendants spécialisés dans différents domaines : fiscalité et juridique, Moudawana (droit de la famille), succession et transmission de patrimoine

Enfin, notre family office permet de répondre aux attentes les plus fondamentales des familles clientes en termes de pérennisation de leurs actifs au fil des générations et de prise en charge de globale.

La Bourse de Casablanca vous offre t elle tous ces instruments ?

Le placement en actions directement représente une part maîtrisée des avoirs que nous gérons. Il est proposé dans une optique moyen long terme et de diversification à une clientèle disposant de la connaissance et de l'acceptation des risques inhérents à ce type de placement.

La partie risquée de la palette de placements possibles ne sera proposée que si le profil dynamique est bien dégagé avec une conscience réelle des risques pris qui naturellement justifient la rentabilité espérée.

La banque privée a connu des déboires dans certains pays à cause d'une effervescence et d'une dérive non-contrôlées d'innovations financières. Y a-t-il au sein de la Banque Privée d'Attijariwafa



Bank des garde-fous pour prévenir cette sorte de dérive ?

Dans un cadre de transparence de notre offre de valeurs, nous détaillons à nos clients les contraintes de chaque solution proposée en termes de liquidité, de garantie de capital et de rendement et leur fournissons systématiquement un comparatif permettant l'appréciation à sa juste valeur de chacune des voies possibles.

Notre vision est orientée client sans objectifs produits. La neutralité qui caractérise nos propositions ainsi que notre engagement d'adapter nos recommandations au profil du client et à son degré de connaissances techniques à

Dans un cadre de transparence de notre offre de valeurs, nous détaillons à nos clients les contraintes de chaque solution proposée en termes de liquidité, de garantie de capital et de rendement

travers un discours simple et clair sont les ingrédients de la confiance sans cesse renouvelée de nos clients, comme en témoigne à juste titre la distinction de la banque privée d'Attijariwafa bank en tant que meilleure Banque Privée de la place par Euromoney.

Quelles qualités faut-il pour être un bon banquier ou une bonne banquière privée au Maroc aujourd'hui ?

En matière de Banque Privée, c'est quand l'intérêt du client prime que sa confiance est acquise avec toutes les retombées positives de part et d'autre de la relation.

La Banque Privée d'Attijariwafa bank est culturellement proche des spécificités de ses clients. Nous faisons de cette proximité un atout premier qui nous permet de comprendre finement leurs besoins et d'anticiper leurs attentes en constante évolution.

Pour atteindre cet objectif, il faut bien sûr, des compétences techniques mais surtout des qualités humaines intemporelles- telles que l'intégrité, l'éthique professionnelle, la qualité d'écoute et la discrétion qui font la différence et assurent la pérennité d'une organisation de première qualité.

AWEP 2013

Les femmes à la conquête du marché américain

Le programme des femmes africaines entrepreneures s'est tenu en marge du forum de l'AGOA à Addis-Abéba du 10 au 11 août 2013.



Le nouveau bâtiment de l'Union africaine a abrité le forum placé sous le thème "Queen of Sheba: The Entrepreneur". L'African Women Entrepreneurship Program 2013 a vu la participation de la première dame éthiopienne Roman Tesfaye, du membre du Congrès américain Karen Bass, de la Commissaire de l'Union africaine pour le Commerce et l'industrie Fatima Acyl, des délégués

du Congrès américain, des spécialistes du secteur privé, d'officiels Africains ainsi que de 100 femmes entrepreneures membres de l'AWEP venues des quatre coins du continent africain. Au menu des discussions : les meilleures pratiques pour faire du commerce grâce à l'AGOA, l'accès aux finances pour les femmes, comment faire fructifier son affaire, les initiatives régionales qui habitent les femmes entrepreneures

et l'utilisation des réseaux sociaux pour établir un business florissant. Le point d'orgue de cet événement a été la soirée de réseautage Business-to-Business du 11 août 2013 au cours de laquelle l'opportunité a été donnée aux femmes entrepreneures d'échanger avec 30 compagnies américaines opérant dans plusieurs secteurs tels la mode et le textile, les services, la technologie et la manufacture.

YS

VANESSA ADAMS, DIRECTRICE DU PROJET AGP-AMDE

L'AGOA œuvre à faciliter l'accès aux marchés



Que reprenez-vous du African Women Entrepreneurship Program 2013 ?

C'est ma huitième participation au forum AGOA. J'y ai été présente toutes ces années en tant qu'ancienne responsable du bureau ouest-africain. C'est une conférence qui s'est bien déroulée. Il y a eu une participation de nombreux pays bien que tous ces pays n'avaient pas une délégation importante du secteur privé. Je pense toutefois que tous les ministères nécessaires étaient présents. La participation américaine était assez importante avec la présence de l'ambassadeur Michael Froman, le Représentant au commerce des États-Unis qui était en tête de délégation. Il est un grand promoteur de l'AGOA et du commerce entre l'Afrique et les États-Unis.

Veillez nous éclairer au sujet de l'USAID.

L'USAID est une agence du gouvernement américain qui est relié au Département d'État. Il a des bureaux qui ont des missions dans presque 70 pays dans le monde. Il participe au développement dans le domaine de l'éducation, la santé, l'agro-business, le commerce. Il offre également un appui technique aux partenaires locaux qui apportent leur aide pour rendre les pays africains plus compétitifs.

Quelles réalisations peut-on porter au crédit du projet dont vous avez la charge ?

La plus notable des réalisations concerne le contrat que nous avons eu avec le plus grand acheteur mondial du miel. Cet acheteur avait été rencontré dans un salon que nous avons organisé à Dubaï en février. Il est venu en Éthiopie pour la première fois et a pris l'engagement d'acheter le miel que nous produisons. Dans l'année qui vient, on compte doubler l'exportation du miel produit en Éthiopie. C'est l'exemple qui illustre à merveille le travail que nous faisons avec l'union des apiculteurs, lesquels vont contribuer à l'installation d'une nouvelle usine. C'est un exemple de l'amélioration de la chaîne de valeurs qui s'est installée et qui se met aux standards internationaux.

Que dites-vous aux femmes qui se plaignent de la difficulté à avoir accès aux finances ?

Cela relève du domaine des banques commerciales. Le département de l'USAID et le gouvernement américain ne financent pas directement. C'est une activité nationale, il faut qu'une institution financière soit en relation légale avec l'emprunteur. Je peux néanmoins vous dire qu'il y a eu beaucoup de formations et d'appui technique fait autant aux banques qu'aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux femmes entrepreneurs pour améliorer et faciliter l'accès aux finances. On dit très souvent que le premier problème demeure l'accès aux marchés. L'AGOA œuvre à faciliter l'accès

aux marchés. Une fois l'accès aux marchés obtenu, le second problème qui se pose est le manque de finance. Enfin, le troisième problème est celui de l'atteinte des normes internationales imposées aux produits à exporter. De toutes les façons, l'USAID à travers les centres de commerce et un projet comme celui que je pilote en Éthiopie a toujours un axe sur la facilitation et l'amélioration de l'accès aux finances. Je dis bien l'accès, car le financement lui-même est du domaine légal propre aux banques ou aux investisseurs. J'ai toujours dit que le meilleur partenaire des PME est le partenaire technique et financier qui va faciliter l'accès aux finances.

Comment fonctionne le projet AGP-AMDe ?

Nous avons une équipe de 115 personnes qui travaillent dans 4 bureaux répartis dans les 4 régions les plus productives d'Éthiopie. Nous avons des équipes qui travaillent autant pour chaque chaîne de valeur que pour le financement. Nous avons aussi des partenariats avec différents acteurs du gouvernement éthiopien, avec les coopératives d'agriculteurs ainsi qu'avec les associations d'exportateurs.

Y a-t-il un projet similaire à l'AGP-AMDe dans les autres régions d'Afrique ?

En effet, un tel projet existe au Mali, financé par l'USAID, axé sur le riz, le sorgho et le mil. Il y en a un autre au Sénégal sur l'agro-business sur plusieurs chaînes de valeur. Le gouvernement américain s'est beaucoup focalisé sur les céréales, mais il est vrai qu'il y a aussi un appui nécessaire sur tout ce qui doit être exporté. En Tanzanie également il y a un projet axé sur les céréales, de même qu'en Zambie. Au Ghana, il y a un beau projet qui vient d'être de recevoir un financement supplémentaire.

Vous n'avez cité aucun pays d'Afrique centrale...

Il n'en existe pas à ma connaissance. Le Tchad, le Cameroun et le Gabon sont desservis par le centre ouest-africain, je le sais parce que j'en ai été la responsable. Mais en termes de projets, il n'y en a pas.

Yannick Sabzé

GABON

Jeanne MBAGOU née MATSOUGOU s'arrime au pari présidentiel

Bien que minoritaires dans la gestion des municipalités, les femmes, au rang desquelles la maire d'Owendo, Jeanne MBAGOU née MATSOUGOU, ont gardé le souci d'améliorer les conditions de vie des populations de leur municipalité.



Jeanne Mbagou, Maire d'Owendo, s'arrime au pari présidentiel.

Son arrimage au concept promoteur de l'émergence du Gabon à l'horizon 2025.

Dans quelques semaines, le Gabon va vibrer au rythme des élections locales, après un processus d'enrôlement biométrique des électeurs qui aura laissé des milliers de retardataires sur le pont. Cette compétition va permettre à la classe politique de renouveler, 48 conseils départementaux, 52 conseils municipaux et 35 conseils d'arrondissement. Mais que dire du bilan des équipes sortantes de ces différents Conseils ? Le mandat des élus reste très mitigé. Le bilan n'a pas toujours collé aux valeurs de l'émergence. Dans ce capharnaüm, des femmes, en tête desquelles le maire sortant d'Owendo, sortent du lot. En effet, les femmes, toujours minoritaires dans la gestion de ces administrations déconcentrées, ont pu tirer leur épingle

du jeu, nonobstant le sempiternel débat sur la non-application (volontaire ?), de la loi organique n°15/96 du 6 juin 1996 relative à la décentralisation, pourtant promulguée depuis dix-sept ans au Gabon.

Un regard particulier est effectivement jeté sur Jeanne MBAGOU née MATSOUGOU, maire sortant de la Commune d'Owendo. Militante du Parti démocratique gabonais (parti au pouvoir), depuis 1990, elle vient d'être élevée au rang de membre du bureau politique lors du dernier congrès du parti présidentiel, récompensant ainsi sa loyauté envers le distingué Camarade Ali Bongo Ondimba, mais surtout à cause de son arrimage au concept promoteur de l'émergence du Gabon à l'horizon 2025. À la tête du Conseil municipal d'Owendo voilà cinq ans, elle a réalisé des exploits. Héritant de son

prédécesseur, Romaine Amvoula, d'un budget de 770 000 000 FCFA, ce montant a triplé et avoisine près de trois milliards de FCFA. Cette croissance du budget de la commune est naturellement à mettre à l'actif de Jeanne MBAGOU et toute son équipe.

Avec le concours des services du trésor public, la mairie d'Owendo a procédé aux recouvrements transparents des taxes auprès des opérateurs économiques. Aujourd'hui, on apprend qu'avant son arrivée, cette fiscalité prenait plutôt d'autres directions. En cinq ans, le maire d'Owendo, Jeanne MBAGOU, s'est investie sur tous les fronts: organisation d'arbres de Noël tous les ans à l'endroit des enfants issus des couches les plus défavorisées de sa commune, équipement de toutes les écoles primaires en tables-bancs, construction de deux marchés municipaux aux quartiers Agoungou et Akournam 2, construction d'un jardin public et d'un plateau sportif comprenant toutes les disciplines sportives, facilitation d'implantation du super marché "Prix Import", sans oublier le centre commercial visible au quartier Nomba SNI. Des réalisations qui lui garantissent un possible retour gagnant à la tête du conseil municipal de la commune d'Owendo en novembre prochain, lorsqu'il s'agira pour elle de solliciter le vote de ses concitoyens satisfaits de son efficacité et de son dynamisme.

Rufin Koumba Koumba

DR DORISH CHITSON

Une femme dévouée à l'éducation

Le Dr Dorish Chitson a fait de son organisation Overseas Education Centre une référence mondiale en matière de conseil pour aux jeunes. Voici une femme exceptionnelle dont le parcours mérite d'être connu.



Son champ d'action est l'Education et dans ce domaine, le Dr Dorish Chitson prouve s'il en est encore besoin que les femmes sont capables, lorsqu'elles sont face à des responsabilités. Après plus de 25 ans à promouvoir les vertus de l'éducation, elle fait autorité et est sollicitée partout. Surtout par la jeunesse estudiantine africaine qu'elle conseille avec maestria. Et

s'est d'abord taillée une réputation de femme à la tête pleine. Comme si elle avait choisi très tôt sa vocation, elle se singularise par des études pluridimensionnelles qui lui assurent un background hors du commun. Après son premier diplôme en Histoire et Géographie, elle va obtenir un Masters en Géographie. Une formation académique qu'elle complétera par

avec Overseas Education Centre qu'elle a créé depuis 2002 et qui a commencé à travailler avec une seule université, ses succès sont énormes et mondiaux. Pour en arriver à collaborer avec plus de 90 universités et Instituts spécialisés sur les questions d'Education à travers le monde, Dr Dorish Chitson

un Doctorat en Sciences Sociales du Développement. Plus tard, la patronne d'Overseas Education Centre obtiendra un diplôme en Management à Londres. Avec ce bagage intellectuel, Dr Dorish Chitson fait ses classes au plan professionnel au Loreto Convents et au Queen Elisabeth College de Londres. Sa compétence est reconnue par l'Université de l'Ile Maurice qui ouvre une collaboration avec elle sur de nombreux projets, dont les sciences sociales. Au cours de sa carrière, elle a eu à collaborer également avec l'Institut Mahatma Gandhi. Le fruit de cette collaboration a même fait l'objet d'une parution dans les annales universitaires de l'Ile Maurice sous le titre " Histoire social des lois du travail à Maurice. Avec beaucoup de patience et de tact, Dr Dorish a su bâtir sa crédibilité dans le domaine qu'elle s'est choisie et il ne se passe plus d'années où elle n'ait sollicitée pour donner des conférences à travers le monde sur les choix des filières et les profils de carrière pour les jeunes diplômés. Son récent séjour au Maroc est la preuve vivante qu'elle n'est pas prête de s'arrêter maintenant.

MOGNANA SOW MOHAMED DÉINA, CONSEILLÈRE DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE À PROPOS DE LA PROMOTION DU GENRE

« Le gouvernement mauritanien a toujours le souci d'impliquer les femmes »

Rencontrée à Abidjan, Mognana Sow Mohamed Déina s'est ouverte à Femmes d'Afrique Magazine. Cette ancienne ministre des NTIC, en Mauritanie, dévoile son expérience personnelle.



Il est très rare de voir des femmes à certains postes ministériels comme les NTIC en Afrique, comment s'est opéré le choix sur votre personne ?

Effectivement, cela est rare mais je peux vous dire que mon pays est une exception dans ce domaine. Parce que je suis la troisième femme à occuper le Ministère des NTIC en Mauritanie. Le ministère des NTIC a été créé par une femme sur les instructions du chef de l'Etat. Elle a occupé ce poste pendant trois ou quatre ans, la deuxième ministre des NTIC fut aussi une femme et après elle je suis arrivée. Ce ministère a d'ailleurs été considéré comme une chasse-gardée pour magnifier le genre à savoir les femmes. Ensuite, le gouvernement mauritanien a toujours eu le souci d'impliquer les femmes qui ont constamment trois postes ministériels dans les équipes dirigeantes depuis une quinzaine d'années.

Ne trouvez-vous pas insuffisant ce nombre de strapontins ministériels qui semblent vous réjouir ?

J'aurai bien voulu qu'il y ait une parité hommes-femmes dans nos gouvernements

comme en France mais malheureusement ce n'est pas le cas dans les pays africains. Par rapport, donc, au quota que nous avons, nous pouvons nous satisfaire pour l'instant. Vous savez nous pouvons nous targuer d'avoir donné à l'Afrique, la première femme Ministre des Affaires Etrangères. De nos jours, les femmes ont pris la place qui leur revient en Mauritanie. Vous avez des femmes pilotes, médecins, chauffeurs de taxi et dans bien d'autres domaines qu'on croyait réservés aux hommes. Moi j'ai un DEA en Audit et j'ai débuté mes études par la Médecine avant de changer sans l'avis de mes parents.

Je suis mariée et mère de trois enfants. Nous ne sommes pas jalouses des autres femmes du continent parce que nous sommes des femmes dynamiques, fortes, musulmanes et donc respectueuses.

Pour revenir à votre passage au Ministère des NTIC, pendant combien de temps avez-vous occupé ce poste et qu'est-ce qu'on peut retenir de votre passage ?

J'ai occupé le Ministère des NTIC pendant deux ans, à savoir de 2005 à 2007. C'est un département auquel j'ai imprimé ma marque personnelle. Je pense avoir apporté quelque chose dans la modernisation de ce département ministériel et par extension à toute l'administration mauritanienne. Parce qu'en dépit du fait que les Nouvelles Technologies se soient imposées comme essentielles à la vie administrative, il se trouve qu'il n'y avait pas de matériel informatique à mon arrivée, ni câblages. Ensuite, j'ai eu à former de nombreux cadres de l'administration sur les bienfaits des NTIC ainsi que des enseignants. Ce qui fait qu'on ne peut pas parler de NTIC en Mauritanie sans évoquer mon passage à ce ministère. En cela, je pense avoir apporté

beaucoup à ce ministère et à mon pays.

Comment occupez-vous votre temps aujourd'hui après avoir été ministre si jeune ?

J'ai eu la chance, avant d'être ministre, de travailler à la Banque Centrale de Mauritanie. Et en tant que cadre de cette institution, je deviens automatiquement Directeur Général dans cette institution lorsque je quitte le gouvernement. De plus, j'ai été promue au rang de Conseillère du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie. Donc je m'occupe. Mais je dois avouer que c'est un peu difficile tout de même car quand on a été ministre très jeune comme moi à 35 ans, et qu'on quitte le gouvernement, il devient un peu frustrant d'occuper d'autres postes plus bas dans l'ordre de préséance. Et l'une des difficultés réside dans le fait qu'il est très souvent gênant pour des personnes que vous conseillez de toujours vous appeler Madame la ministre, quand eux n'ont jamais occupé de fonctions ministérielles mais sont vos supérieurs.

Quel est votre regard sur la diaspora mauritanienne à travers l'Afrique et le Monde ?

Nous sommes fières de notre diaspora car elle contribue positivement à l'amélioration des conditions de vie des Mauritaniens sédentaires ainsi que de notre économie. Malheureusement, nous n'avons pas un département spécifique comme dans d'autres pays qui s'occupe de la question de la diaspora. Mais cela peut se comprendre sous un angle qui est que nous ne sommes pas nombreux en termes de population. Nous faisons à peine quatre millions et demi d'habitants. Nous gardons tout de même les yeux sur eux par l'entremise de nos ambassadeurs et Consuls. En Côte d'Ivoire par exemple, nous avons une grande communauté qui est présente dans le commerce et qui est bien intégrée.

Valéry Founghé

EMILIA AYANG OSA

Une jeune avocate dévouée et expérimentée

Elle est talentueuse, serviable, disponible et compte parmi la fine fleur des avocates équato-guinéennes de la nouvelle génération.



La Guinée Équatoriale est dotée d'un cadre juridique favorable à l'éclosion de ses fils et filles et répondant aux besoins du pays. La réforme constitutionnelle promulguée après le référendum populaire de novembre 2011 consacre un pan au système judiciaire. Troisième pouvoir, la justice exerce les fonctions juridictionnelles de l'État. La loi organique du pouvoir judiciaire détermine l'organisation et les attributions des juges et les tribunaux nécessaires pour un fonctionnement efficace de l'administration de la justice. Les acteurs de la justice équato-guinéenne se recrutent dans

des institutions comme le conseil supérieur du pouvoir judiciaire, la cour suprême de justice, le ministère public (procureur de la République), le tribunal constitutionnel. À ce beau monde, s'ajoutent notaires et avocats.

Cet arrimage de la Guinée-Équatoriale aux normes conventionnelles, a permis non seulement au pays d'accroître le nombre de professionnels de la justice, mais aussi, à beaucoup de jeunes équato-guinéens de réaliser leur rêve d'enfance, en exerçant aujourd'hui, la profession, qu'ils ont toujours souhaité. Emilia Ayang Osa, née le 9 juin 1984 à Bisobinam-Esasom, région continentale, en fait partie. «Faire ce qu'on aime est un plaisir.

Depuis mon enfance, j'ai toujours rêvé de devenir Avocate. Aujourd'hui, je le suis ». Malgré le grand talent dont elle fait montre dans les cours et tribunaux, comme récemment au cours d'une affaire de divorce entre un couple, Emilia Ayang Osa, ne se considère pas comme une Avocate accomplie. Elle veut apprendre et continue à apprendre. « Je me considère comme apprenante, parce que chaque fois que j'ouvre un livre, j'ai le sentiment qu'il ya encore beaucoup de choses à apprendre», indique-t-elle modestement.

Fierté

Emilia Ayang Osa est fière de sa profession et le fait clairement savoir. « C'est toujours une grande satisfaction pour moi de pouvoir aider et défendre les droits de ceux qui m'approchent et sollicitent mes services comme Avocate », rajoute-elle. Après l'obtention d'un Baccalauréat au Collège de la Salle de Bata, Emilia Ayang Osa s'inscrit à l'Université Yancambu de l'État de Lara au Venezuela, de 2007 à 2012 et en sort diplômée d'une Licence en Droit. Son mémoire porte sur l'analyse comparative en matière de Genre au Venezuela et la législation de la Guinée-Équatoriale. Au Venezuela, Emilia Ayang Osa a presté comme assistante de l'Avocat Argenis Escalona et dans les tribunaux de Barquisimeto dans l'État de Lara. Elle a par ailleurs participé à de nombreux congrès et séminaires relatifs aux aspects pratiques de la succession des nouvelles tendances, atelier sur des conduites pathologiques exploratoires et délictueuses chez les enfants et adolescents, législation du travail en vigueur et le nouveau système tributaire vénézuélien.

Aujourd'hui, Emilia Ayang Osa est Avocate à GEPetrol. Elle officie au département juridique de cette entreprise pétrolière à capitaux publics, principalement dans le bloc P. « L'éducation est fondamentale pour un être humain. Pour cela, j'invite les jeunes et adultes à poursuivre leur éducation en leur disant qu'il n'est jamais tard pour étudier. La Guinée Équatoriale attend de nous des gens formés, parce que nous sommes le présent et le futur de notre aimable pays», conclut-elle.

SN

CÉLINE VICTORIA FOTSO

La plume pour restaurer la dignité de la femme noire

Céline Victoria Fotso, directrice de la publication de « Je Wanda Magazine », est motivée par le rêve d'incarner une Afrique jeune, moderne et en mouvement, loin des multiples stéréotypes négatifs récurrents.



C'est ce rêve qu'elle veut voir réalisé qui l'emmène à retourner au Cameroun après avoir été diplômée en marketing de l'École Supérieure du Management de l'Entreprise à Nice et de l'académie des Arts et du Design de Montréal. Des collaborations au sein des services marketing et commercial d'entreprises renommées telles Yves-Saint

Laurent, Michaël Kors, Smalto ou Réminiscence, lesquelles constituaient autant de débouchées vers une carrière professionnelle épanouissante, ne l'ont pas contrainte à y renoncer. À l'heure où les conséquences néfastes de l'immigration clandestine continuent de défrayer la chronique, elle a fait le pari de rentrer créer une entreprise, Je Wanda & Co qui est un concept

nouveau à mi-chemin entre le web, l'événementiel, la mode et la communication. Ce pari, risqué il faut bien le reconnaître compte tenu du contexte socio-économique difficile qui prévaut au Cameroun, est en train de payer. Pour preuve, elle a annoncé lors de l'émission Entretien sur la chaîne Télé Sud, avoir embauché des jeunes pour les besoins de son entreprise. Preuve supplémentaire, elle a été invitée à s'exprimer lors du récent New York Forum tenu à Libreville. Le concept plaît à des centaines de milliers de personnes qui visitent le site www.jewanda-magazine.com, qui sont abonnées à sa page Facebook ou qui suivent sur Twitter. Il a séduit Samuel Eto'o qui a participé au GHEto'o, comprenez Google HangoutEto'o, un événement web au cours duquel la superstar de football a répondu aux questions d'internautes d'Afrique et de la diaspora en direct.

Ayant à cœur de montrer au monde une Afrique résolument positive, Céline Victoria Fotso combat tous les clichés négatifs qui lui collent à la peau. C'est justement une affaire de peau qui la pousse à rédiger une pétition contre l'utilisation des produits éclaircissant. Elle s'explique.

Yannick Sabze

GABON

L'UNESCO récompense des bachelières

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à travers son Bureau de Libreville, a primé mercredi dernier les meilleures bachelières des séries scientifiques et techniques du Gabon.

Les lauréates ont reçu en guise d'encouragement, du matériel informatique pour leurs brillantes moyennes obtenues à l'examen du Baccalauréat session 2013. L'initiative du Bureau de l'UNESCO au Gabon consiste à susciter l'intérêt des filles pour les filières d'études scientifiques et techniques, parce que porteuses de métiers d'avenir dont le Gabon a besoin pour son développement économique. Le ministère de l'Éducation nationale y était représenté par le ministre délégué Paulette Mounguengui qui a félicité les meilleures bachelières.

Selon le Bureau de l'UNESCO, les filles s'orientent beaucoup moins vers les filières scientifiques à la fin du secondaire et à l'entrée dans le supérieur expliquant que "les séries scientifiques et techniques constituent, pour beaucoup de jeunes filles, un cauchemar". Cette année, certaines candidates au Bac session 2013 ont obtenu des moyennes remarquables à l'exemple de Constance EfiokollyAkossiwa, élève en série C au lycée Monseigneur Bessieux de Libreville, qui a obtenu la moyenne de 14,74/20.

Profitant d'une émission de télévision, le responsable du Bureau de



Paulette Mounguengui, Ministre déléguée de l'Éducation du Gabon

l'UNESCO au Gabon, Alain B, a expliqué pourquoi les jeunes filles ne s'intéressent pas assez aux sciences en indiquant que "les filles peuvent pas faire comme les garçons, mais il faut les amener à faire plus d'efforts pour y parvenir". Le vice-doyen à la Faculté de médecine, le Pr. Blandine

Akendengué a plutôt soutenu que "c'est le manque d'information qui en est la principale cause". À ce sujet, Mme Akendengué pense qu'il faut donner "plus d'informations aux jeunes filles dans les établissements".

SON

ONU FEMMES

Le long parcours pour l'égalité et l'autonomisation des femmes

Dédiée à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, l'ONU Femmes, UN-Women, opérationnelle depuis janvier 2011, a entamé sa troisième année. L'agence qui a pour objectif de stimuler « efficacement les efforts de l'ONU pour promouvoir l'égalité des sexes, donner aux femmes davantage de chances dans la vie et s'attaquer aux discriminations à travers le monde » selon le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Ban Ki Moon, a encore un long chemin à faire.



Avec seulement 500 millions de dollars (398,3 millions d'euros) de budget à sa création ONU Femmes, basée à New York, a fait du chemin. À son actif des actions diverses, quoiqu'insuffisantes, pour promouvoir l'égalité des sexes et de faire progresser l'autonomie des femmes. Entre inégalités d'accès à l'éducation, aux soins, les violences liées au genre, les discriminations dans

le monde du travail ou à l'absence de parité dans le monde politique, l'ONU Femmes essaie au quotidien de transformer en actions les vœux et les rêves pieux de milliers de femmes à travers de disposer de mêmes chances que les hommes et d'avoir accès aux mêmes avantages sociaux et économiques.

Malgré des tensions diverses, l'une des avancées de l'ONU Femmes reste le compromis au sein la Commission technique de la femme

qui reconnaît qu'aucun relativisme culturel ni aucune référence à la tradition n'est acceptable en matière de violences faites aux femmes. Dans son premier rapport intitulé « Le progrès des femmes dans le monde 2011-2012 : En quête de justice », publié en le 6 juillet 2011, Michelle Bachelet, la première directrice de l'ONU Femmes se félicite des avancées obtenues dans lutte contre les violences faites aux femmes. Elle indique que 125 pays ont mis hors la loi les violences domestiques et 115 garantissent des droits de propriété égaux quel que soit le sexe. Selon elle, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à leur égard (CEDAW) a été signée par 186 États même si elle dénonce le fait qu'«en dépit de ces larges garanties d'égalité, la justice demeure en réalité hors de portée pour des millions de femmes ».

Injustices

En réalité, dans le monde, 2,6 milliards de femmes vivent dans des pays où le viol conjugal n'est pas

explicitement considéré comme un crime. 53 % de femmes soit 600 millions occupent des emplois précaires. Elles représentent 80 % en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est selon l'ONU Femmes. Les mariages précoces ont également la cote. En effet, un tiers des femmes ont été mariées avant l'âge de 18 ans. L'Organisation internationale du travail (OIT) indique que les femmes sont moins payées que les hommes dans des proportions oscillant entre 10 % et 30 % dans pays.

C'est pour réduire toutes ces injustices que l'ONU, grâce à de courageuses réformes, a décidé de regrouper ses ex-départements chargés des femmes dont la Division de la promotion de la femme (DAW), l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), le Bureau de la conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme (OSAGI) et le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM) dans une seule entité. Aujourd'hui encore, ces défis qui restent d'actualité interpellent à nouveau les acteurs de défenses des droits de la femme. Raison pour laquelle, le 12 septembre 2013, lors de sa toute première conférence de presse après sa prise de fonction, la nouvelle directrice exécutive d'ONU-Femmes, Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka a décidé de faire de l'éducation ; de la santé et des droits reproductifs ; et de l'autonomisation économique, les domaines prioritaires de son



mandat. « Ces trois domaines, en particulier les droits reproductifs, sont les composantes essentielles de l'émancipation de la femme », car, « ce n'est qu'une fois qu'on y aura répondu que l'on pourra réellement espérer lutter contre la pauvreté et assurer l'autonomisation de la femme », a-t-elle déclarée.

Conférence de Pékin

Celle qui a en effet pris fonction le 19 août 2013 entend renforcer le leadership et l'élargissement de la participation, et la lutte contre la violence faite aux femmes. En 2015, le monde entier fête les 20 ans de la conférence de Pékin consacrée aux droits des femmes ; tenue en 1995. L'ONU Femmes entend donc dresser le bilan et de définir de nouveaux objectifs. Souhaitant une meilleure représentativité des femmes au sein du système onusien, elle entend plaider pour la définition d'un objectif de développement rassemblant l'ensemble des questions liées à la femme pour les OMD post 2015. « Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka possède une vaste expérience de la défense des droits des femmes, une expérience pratique de l'administration,

ainsi qu'une expérience dans les domaines du leadership stratégique et de la recherche de consensus », a reconnu le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Des atouts qui lui permettent sans doute de surmonter les nombreux défis qui l'attendent. Dans son agenda, les négociations dès l'année prochaine des droits sexuels et reproductifs, à l'occasion des 20 ans de la conférence du Caire. La catastrophe du Rana Plaza au Bangladesh qui remet au goût du jour les conditions de travail des plus précaires en Asie du Sud, les victimes collatérales du conflit dans le nord Mali, en RDC et en RCA sont autant d'autres sujets qui interpellent l'agence pour que les femmes ne soient plus prises comme cibles en temps de guerre et de conflits. Le financement de l'agence reste également un défi. Avec moins de 300 millions de dollars, l'ONU Femmes ne peut financer ses nombreux programmes de développement et renforcer les actions de ses cinq agences régionales. « Il faudra trouver 100 millions de dollars pour finir l'année en beauté », a-t-elle déjà révélé.

JPH

MME PHUMZILE MLAMBO-NGCUKA

Un souffle nouveau pour la cause des femmes

La nouvelle directrice exécutive de l'ONU-Femmes entend se consacrer à la défense des droits et de la condition de la femme et de la jeune fille.



Mme Ngucka Phumzile Mlambo est née le 3 novembre 1955 à Clermont, un township de Durban dans la province du Natal (actuel KwaZulu-Natal) d'un père instituteur et d'une mère infirmière. Cette dernière sera sa source d'inspiration, car, en tant que spécialiste du planning familial, elle était déterminée à faire entendre sa voix qui allait à l'encontre des enseignements de la doctrine catholique au sujet des droits de la reproduction. Premier contact avec l'activisme pour Phumzile. Activisme qui se poursuivra dans l'adolescence, période pendant laquelle au cours de la décennie 70, elle travaillera comme leader des jeunes de l'Association Chrétienne des Jeunes

Femmes.

Une grande sollicitude et empathie à l'endroit de ses semblables vivant dans la misère la caractérise. Le courage aussi. On l'a vue dans des marches de protestation contre le régime de l'Apartheid, prenant position dans ses discours contre toutes les formes d'oppression et d'injustice qui minaient l'Afrique du Sud. Apparaissent dans ses discours un attachement pour la cause la femme. « Les droits de la femme sont les droits de l'homme. Nous n'avons pas assez fait pour rendre indépendantes les femmes qui sont mises au ban de la société. Je m'en suis rendu compte lorsque j'ai commencé en politique (...). J'ai vu comment même un acte minime –comme enseigner un groupe de femmes à

coudre des habits et à les vendre, former une association d'artisan tel que nous l'avons fait à Gugulethu- a créé un impact majeur dans leurs vies», a-t-elle déclaré. Visionnaire, elle a compris qu'en travaillant d'arrache-pied pour promouvoir l'éducation des jeunes, principalement des filles, le changement allait s'opérer au sein de la société. Elle a à cet effet travaillé comme directrice de la jeunesse au sein de l'ACJF en 1984 à Genève. Genève, comme un signe prémonitoire. Presque 30 plus tard, elle va être nommée directrice exécutive d'ONU Femmes, après avoir occupé des postes de responsabilités dans l'administration sud-africaine, notamment ministre et même vice-présidente. Des scandales ont éclaté pendant son service en tant que fonctionnaire, mais elle a toujours été blanchie, preuve de son honnêteté et de sa probité.

Généreuse, elle a créé une fondation baptisée Umlambo ayant pour vocation d'apporter un soutien logistique aux écoles des zones défavorisées et un coaching aux enseignants de ces écoles. Cette fondation cristallise sa vision qui est aussi son leitmotiv « vaincre la pauvreté à travers l'éducation ». Phumzile Mlambo-Ngucka est mariée et mère de cinq enfants parmi lesquels quatre ont été adoptés.

Yannick Sabzé

Persistance des inégalités d'accès à l'éducation et aux soins

Les femmes représentent 70% du milliard de personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde. Les inégalités de genre ont pour conséquence une plus grande pauvreté des femmes et un accès limité de celles-ci aux ressources.

« **L'**impact disproportionné de la pauvreté sur les femmes n'est pas neutre. C'est le résultat de discriminations envers les femmes et de la négation de nombreux droits fondamentaux. Ces discriminations sont soutenues par une conception patriarcale présente à différents niveaux dans l'ensemble des cultures et sociétés, qui concèdent aux hommes une supériorité de pouvoir sur les femmes », selon un récent rapport d'OXFAM. Ainsi, en raison des inégalités de genre, les femmes ont moins accès que les hommes au pouvoir, aux ressources, à la protection face aux violences, à l'éducation, aux services de santé et aux espaces politiques.

« Trois femmes sur 5 accouchent sans être assistées par un personnel de santé qualifié. 200 millions de femmes dans les pays en développement ont des besoins en contraception non satisfaits, dont 130 millions en Afrique. Environ une femme d'Afrique subsaharienne sur cinq ne souhaitant pas avoir d'enfant dans un avenir proche n'a pas accès aux méthodes modernes de contraception. Environ 130 millions de femmes et filles ont subi une excision ou une autre forme de mutilation génitale », note le même rapport. Au Mali par exemple, seuls 10% des femmes pauvres et 14% des



femmes riches décident librement d'aller dans un centre de santé. Le pourcentage des femmes et filles en mesure de décider librement d'aller dans un centre de santé dépend en partie de la situation économique de leur famille. Si la gratuité des soins de santé ne permet pas de lutter directement contre l'inégalité de genre au sein de la structure familiale, elle est en revanche un élément essentiel pour renforcer l'accès des femmes et filles aux soins de santé. En 2008, 70 millions d'enfants, dont 53 % de filles, n'étaient pas scolarisés, dont près de la moitié en Afrique subsaharienne. L'écart se réduit, il était de 57 % de femmes en 1999. 35 millions de filles ne sont donc

toujours pas scolarisées. D'après des enquêtes pour le rapport de Campagne mondiale pour l'éducation Discriminations de genre dans l'éducation : la violation des droits des femmes et des filles, "les filles sont victimes de discriminations sexistes dès l'âge de sept ans : une écolière sur dix (10%) du primaire déclare être "malheureuse d'être une fille", ce chiffre double à l'âge où elle atteint le niveau secondaire (20%). Raisons invoquées : des restrictions dans leur liberté, le manque de possibilités de réussite par rapport aux garçons et un sentiment d'insécurité ou d'être plus exposées au harcèlement que les garçons".



Exposées

En Afrique, en 2008, les différences entre les deux sexes étaient plus marquées dans les zones rurales et dans les foyers pauvres, les inscriptions au secondaire concernaient seulement 30 % de garçons et 25 % de filles. L'UNESCO note que 905 millions de personnes, soit près d'un quart de la population adulte mondiale, sont analphabètes et 65 % d'entre elles (environ 587 millions) sont des femmes. En 2005, les femmes inscrites à l'école représentaient seulement 40 % du nombre total d'inscriptions en Afrique dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel. La situation des femmes africaines demeure toujours aussi critique malgré les nombreux efforts fournis par les gouvernements et les institutions internationales. Selon de récentes estimations, les femmes africaines constituent près de 70% de la force agricole du continent et produisent environ 90 % de toutes les denrées alimentaires.

« Le taux d'activité économique - qui mesure le pourcentage de gens dont la force de travail assure la production de biens économiques - est supérieur concernant les femmes d'Afrique (61.9%) à celui d'autres

régions (pays de l'OCDE compris). Cela étant, l'immense majorité des femmes africaines sont employées dans le secteur informel et/ou à des postes peu qualifiés. Le pourcentage de femmes salariées dans le secteur non agricole, l'un des plus faibles du monde (8.5 %), est à cet égard éloquent ».

« Si les femmes sont éventuellement autorisées, sur le papier, à souscrire un emprunt bancaire, la coutume leur dénie toujours un accès égal au crédit dans de nombreuses régions rurales. Outre qu'elles sont une violation des droits élémentaires des femmes, d'autres traditions comme la mutilation génitale - qui concernerait dans certains pays plus de 95% des femmes (Érythrée, Guinée, Mali et Somalie par exemple) - attentent à leur santé et lèsent par conséquent leurs chances d'accéder à un emploi. La mise en évidence de l'impact profond des normes et traditions sociales contribuera sans doute à élaborer des politiques mieux adaptées qui, à long terme, amélioreront le statut socio-économique des femmes», souligne un récent rapport de l'OCDE sur la situation des femmes en Afrique subsaharienne.

L'éducation pour la santé

L'éducation des femmes et des filles est étroitement en corrélation avec un pouvoir accru par rapport à la prise de décision sur des questions de finances et de santé de reproduction comme l'utilisation du préservatif ou la recherche de traitement pour des maladies sexuellement transmissibles. Une femme qui est mieux instruite a beaucoup plus de chances de retarder son mariage et, par conséquent, a son premier enfant plus tard dans sa vie. Elle a de meilleurs atouts pour planifier sa vie et son couple. "Nous savons que les femmes qui ont des couches tôt courent le risque beaucoup plus élevé de mourir et leurs enfants courent également des risques beaucoup plus élevés. Nous savons aussi que les femmes qui sont instruites prennent de meilleures décisions par rapport aux soins de santé pour elles-mêmes et leur famille", soutient Peter Salama, responsable de la santé au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Johannesburg.

Le Niger, un des pays les plus pauvres au monde, présente l'âge de mariage le plus bas au monde et a également le taux d'analphabétisme le plus élevé parmi les femmes et le taux d'inscription le plus bas dans les écoles secondaires. Le gouvernement et l'UNICEF sont à pied d'œuvre pour favoriser une meilleure scolarisation des jeunes filles et leur maintien à l'école jusqu'au secondaire au moins. La situation du Niger est un peu représentative d'une société africaine où les mœurs demeurent fortes et les réticences à la promotion des femmes très grandes. Le Rwanda a mené après le génocide de 1994 une politique volontariste pour placer les femmes au cœur du système de développement. Aujourd'hui, elles constituent une exception sur le continent et sont majoritaires au Parlement.

AFO



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

15578 collaborateurs | 3037 agences | 6,4 millions de clients

Numéro 1 de la collecte d'épargne au Maroc

Numéro 1 du financement de l'économie au Maroc

Numéro 1 de l'investissement bancaire et des activités de marché au Maroc

Attijariwafa bank, une multinationale panafricaine



SOGEA

SATOM

Une société de

VINCI
CONSTRUCTION



**Des hommes et du matériel
qui œuvrent pour le développement
de la Guinée Equatoriale**

Carreta del Puerto - **BATA**

Tel. 00 (240) 333 08 10 12 - Fax : 00 (240) 333 08 37 56

www.sogea-satom.com